



Le Conseil fédéral veut faciliter l'échange électronique des données entre cantons et assureurs-maladie

Berne, 17.11.2021 - Les cantons et les assureurs-maladie devraient pouvoir échanger plus facilement les données des assurés. Le Conseil fédéral a ouvert lors de sa séance du 17 novembre 2021 la consultation pour modifier dans ce sens la loi fédérale sur l'assurance-maladie. Le projet prévoit d'instaurer un échange électronique de données entre les cantons et les assureurs en instituant une procédure uniforme. Par ailleurs, un autre volet du projet prévoit d'inclure dans la compensation des risques les assurés qui résident à l'étranger.

Dans le système de santé, l'accès à des données fiables est important aussi bien pour les autorités cantonales que pour les assureurs. Les cantons ont le devoir de contrôler le respect de l'obligation de s'assurer et les assureurs ont besoin de données constamment à jour pour envoyer, notamment, les factures de primes aux assurés. Actuellement, les assureurs peuvent obtenir des informations auprès des autorités cantonales uniquement à des conditions restrictives.

Le projet de modification de la loi sur l'assurance-maladie (LAMal) met en œuvre deux motions parlementaires (18.3765 et 18.4209). Il prévoit d'introduire une procédure uniforme d'échange de données entre les cantons et les assureurs sur le modèle existant dans le domaine de la réduction des primes. Le domicile des assurés fera partie des informations échangées. Il s'agit en effet d'une information importante pour la prise en charge de la part cantonale des prestations hospitalières. L'objectif est également d'éviter les cas de double assurance.

Les assurés résidant à l'étranger pris en compte dans la compensation des risques

La compensation des risques est un mécanisme de rééquilibrage financier entre les assureurs-maladie, qui permet d'éviter la sélection des risques en nivelant les différentes structures de risque des assureurs.

Le projet de modification de la LAMal soumis à la consultation prévoit d'inclure dans la compensation des risques également les assurés résidant à l'étranger et soumis à l'obligation d'assurance en Suisse. Il s'agit par exemple des frontaliers, des retraités ainsi que les membres de leur famille sans activité lucrative et les travailleurs détachés. Ils étaient 131 000 en 2019 et leur nombre ne cesse d'augmenter. Actuellement, ces personnes résidant à l'étranger ne sont pas prises en compte dans la compensation des risques.

Les assureurs pourront en outre exclure de leurs effectifs les assurés avec lesquels ils ne peuvent plus entrer en contact depuis une certaine durée. Les assureurs doivent actuellement garder ces assurés dans leurs effectifs et payer des redevances de risque alors qu'ils ne perçoivent pas les primes.

Adresse pour l'envoi de questions

Office fédéral de la santé publique, Communication, +41 58 462 95 05, media@bag.admin.ch

Liens

[Modification de la LAMal : Échange de données, compensation des risques](#)

Auteur

Conseil fédéral

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil.html>

Office fédéral de la santé publique

<http://www.bag.admin.ch>



Modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (Échange de données, compensation des risques)

Rapport explicatif pour l'ouverture de la procédure de consultation

Condensé

La présente modification vise à introduire un échange de données entre les cantons et les assureurs afin de simplifier les tâches des uns et des autres. Elle inclut dans la compensation des risques les assurés ayant leur domicile à l'étranger et en exclut ceux avec lesquels les assureurs ne parviennent plus à entrer en contact depuis une certaine durée.

Contexte

- Échange de données entre les cantons et les assureurs

Les cantons ont le devoir de contrôler le respect de l'obligation de s'assurer. Pour effectuer cette tâche, ils doivent avoir accès aux données actuelles des assurés. De leur côté, les assureurs doivent disposer des coordonnées exactes des assurés afin notamment de leur facturer la prime correspondant à leur domicile. Selon le droit en vigueur, les assureurs ne peuvent obtenir des informations auprès des autorités cantonales qu'à des conditions restrictives de l'assistance administrative, sur demande écrite et motivée.

- Assurés pris en compte dans la compensation des risques

La compensation des risques a pour objectif de niveler les différentes structures de risque des assureurs. Les assureurs avec un effectif d'assurés présentant un risque de maladie supérieur à la moyenne reçoivent une contribution de compensation. Les autres assureurs versent une redevance de risque. D'une manière générale, les personnes soumises à l'obligation de s'assurer sont prises en compte dans la compensation des risques. Selon le droit actuel, l'effectif déterminant est avant tout constitué des assurés domiciliés en Suisse et non des assurés qui résident à l'étranger. Par ailleurs, certains assurés déménagent sans communiquer leur nouvelle adresse et l'assureur ne peut plus les contacter ni par conséquent encaisser les primes. Ces assurés demeurent dans l'effectif de l'assureur tant qu'ils sont soumis à l'obligation de s'assurer. Celle-ci ne prend fin que lorsque l'assuré décède ou qu'il quitte définitivement la Suisse. Ainsi les assureurs continuent à payer la redevance de risque sans pouvoir encaisser les primes des assurés concernés.

Contenu du projet

- Échange de données entre les cantons et les assureurs

Le présent projet prévoit de modifier la loi sur l'assurance-maladie afin d'instaurer un échange électronique de données entre les cantons et les assureurs en instituant une procédure uniforme, à l'exemple de ce qui existe en matière de réduction des primes. Le domicile des assurés fera partie des données échangées et permettra de déterminer plus aisément le canton compétent pour l'affiliation et pour la prise en charge de la part cantonale des traitements hospitaliers. L'objectif de cet échange de données est également d'éviter les cas de double assurance. Cette adaptation met en œuvre les deux motions 18.3765 Brand « Échange moderne de données par voie

électronique entre les communes et les assureurs-maladie » et 18.4209 Hess « Domicile, primes d'assurance-maladie et parts cantonales des prestations hospitalières. Moins de bureaucratie, moins d'erreurs ».

- *Assurés pris en compte dans la compensation des risques*

Le projet prévoit également d'inclure dans l'effectif déterminant pour la compensation des risques les assurés ayant leur domicile à l'étranger et d'en exclure ceux avec lesquels les assureurs ne peuvent plus entrer en contact depuis une certaine durée. Actuellement, presque aucun assuré vivant à l'étranger n'est pris en compte dans la compensation des risques. Ils sont donc favorisés par rapport aux assurés résidant en Suisse, car les primes sont plus basses sans les contributions de compensation des risques. Cela s'explique par le fait que parmi les assurés vivant à l'étranger se trouvent de nombreux frontaliers, qui présentent plutôt de bons risques. Avec cette révision, toutes les personnes vivant à l'étranger et assurées en Suisse doivent être en principe incluses dans l'effectif déterminant pour la compensation des risques. Actuellement, les assureurs doivent conserver dans leurs effectifs des assurés qui ne sont plus joignables – et qui, par conséquent, ne paient plus de primes – et payer des contributions de compensation pour ces personnes. Pour cette raison, ces assurés doivent être exclus des effectifs déterminants pour la compensation des risques, selon la motion 17.3311 Brand « Compensation des risques. Supprimer les assurés fantômes ».

Rapport explicatif

1 Présentation du projet

1.1 Contexte

1.1.1 Échange de données entre les cantons et les assureurs

Ces dernières années, trois motions ont été déposées sur le thème de l'échange électronique de données entre les cantons et les assureurs-maladie. Elles sont à l'origine de l'adoption du nouvel art. 6b de la loi du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)¹ créant la base légale nécessaire pour l'échange de données entre les cantons et les assureurs.

Tout d'abord, la motion 16.3255 Brand « Assurance-maladie. Pour un échange efficient de données au lieu d'une bureaucratie onéreuse » veut simplifier le contrôle de l'obligation de s'assurer dont les autorités cantonales ou communales sont chargées. Son but est également de faciliter sur le plan administratif l'échange des données entre les services du contrôle des habitants et les assureurs-maladie. Un système de consultation en ligne avait été développé par SASIS SA et était utilisé par les communes. Toutefois, l'accès à ce service a dû être fermé, car il ne reposait pas sur une base légale suffisante du point de vue de la protection des données. Le Conseil fédéral a proposé de rejeter la motion et elle a finalement été classée.

Ensuite, la motion 18.3765 Brand « Échange moderne de données par voie électronique entre les communes et les assureurs-maladie » charge le Conseil fédéral de créer la base légale nécessaire à un échange de données par voie électronique qui permette de contrôler de manière économique le respect de l'obligation de s'assurer. En effet, il est nécessaire que les services du contrôle des habitants puissent bénéficier d'échanges électroniques simplifiés avec les assureurs-maladie pour effectuer les vérifications utiles. Un échange de données unilatéral est prévu ; seuls les services de contrôle des habitants peuvent s'adresser aux assureurs-maladie. Le Conseil fédéral a proposé d'accepter cette motion.

De plus, la motion 18.4209 Hess « Domicile, primes d'assurance-maladie et parts cantonales des prestations hospitalières. Moins de bureaucratie, moins d'erreurs » a également pour but de faciliter les échanges électroniques entre les cantons et les assureurs-maladie. Elle spécifie les questions traitées par l'échange électronique de données. Il s'agit avant tout du domicile, information liée à la question de la part cantonale de la rémunération des prestations hospitalières et au calcul des primes. En outre, les doubles couvertures d'assurance devraient être évitées grâce à l'échange de données. Cette motion vise encore à réduire la charge bureaucratique pour les cantons et pour les assureurs-maladie. Toutefois, elle prévoit un échange de données bilatéral entre les cantons et les assureurs-maladie. Comme ceux-ci échangent déjà des données dans le domaine de la réduction des primes (art. 65, al. 2, LAMal), le Conseil fédéral a accepté la motion.

¹ RS 832.10

À l'heure actuelle, les assureurs ne peuvent obtenir des informations de la part des autorités cantonales et communales qu'aux conditions de l'assistance administrative, c'est-à-dire sur requête écrite et motivée. Ils ne peuvent communiquer des données aux cantons et aux communes qu'aux conditions restrictives posées par l'art. 84a LAMal². Cela ne correspond plus aux besoins actuels.

Les pouvoirs publics tiennent des registres de leurs administrés. De leur côté, les assureurs doivent répertorier leur effectif. Au vu de la très grande mobilité de la population, ces registres et répertoires nécessitent une mise à jour continue. Les informations que détiennent les premiers sont utiles aux seconds et réciproquement. Il faut donc mettre sur pied un échange de données facilité entre les uns et les autres afin de leur permettre de disposer de données à jour.

Par ailleurs, le Conseil fédéral a mis en consultation en août 2019 la nouvelle loi sur le service des adresses. Sa mise en œuvre est du ressort de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Le service national des adresses doit permettre à l'administration publique et aux services qui en ont besoin pour remplir leur mandat légal de consulter les adresses de domicile actuelles et anciennes des personnes résidant en Suisse. Il vise à simplifier les processus administratifs et à accroître l'efficacité des autorités dans l'accomplissement de leurs tâches. Il conviendra donc de déterminer si des synergies sont possibles.

1.1.2 Assurés pris en compte dans la compensation des risques

Les groupes d'assurés de l'assurance obligatoire des soins qui ne sont pas pris en compte dans l'effectif des assurés pour la compensation des risques sont actuellement énumérés dans la LAMal et dans l'ordonnance du 19 octobre 2016 sur la compensation des risques dans l'assurance-maladie (OCoR)³ : selon l'art. 16, al. 5, LAMal, les enfants sont exclus des effectifs déterminants pour la compensation des risques. Sont également exclus, selon l'art. 105a, al. 1, LAMal, les requérants d'asile, les personnes admises à titre provisoire et les personnes à protéger sans autorisation de séjour qui séjournent en Suisse et bénéficient de l'aide sociale. L'art. 9, al. 2, OCoR énumère les groupes d'assurés qui ne sont pas pris en compte lors de la définition de l'effectif déterminant pour la compensation des risques. À côté des deux groupes d'assurés déjà énumérés dans la loi, sont également mentionnés les assurés qui ont leur domicile à l'étranger. Afin de créer une réglementation claire, il est prévu de définir l'effectif déterminant de manière exhaustive au niveau de la loi.

D'une manière générale, toutes les personnes soumises à l'obligation de s'assurer sont prises en considération dans l'effectif déterminant pour la compensation des risques. Selon le droit en vigueur, l'effectif déterminant pour la compensation des risques est constitué avant tout des assurés ayant leur domicile en Suisse. La présente modification a pour objectif d'inclure dans la compensation des risques les assurés ayant leur domicile à l'étranger.

² RS 832.10

³ RS 832.112.1

L'Accord du 21 juin 1999 entre la Suisse, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes (Accord sur la libre circulation des personnes, ci-après : ALCP)⁴, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002, et la Convention du 4 janvier 1960 instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE) (Convention AELE)⁵ régissent la coordination de la sécurité sociale. La Suisse a ainsi adopté les dispositions de coordination fixées par les règlements (CE) n° 883/2004⁶ et n° 987/2009⁷.

En vertu de ce droit européen de coordination, des personnes vivant dans un pays de l'UE/AELE sont soumises à l'assurance-maladie obligatoire en Suisse. Il s'agit des frontaliers et des membres de leur famille, des membres de la famille des personnes qui sont titulaires d'une autorisation d'établissement, d'une autorisation de séjour ou d'une autorisation de séjour de courte durée en Suisse, des bénéficiaires de prestations de l'assurance-chômage suisse et des membres de leur famille, ainsi que des bénéficiaires d'une rente suisse et des membres de leur famille (assurés de l'UE).

Jusqu'à la fin de l'année 2012, les frontaliers et les membres de leur famille, les travailleurs détachés et les personnes relevant d'un service public qui séjournent à l'étranger et les membres de leur famille (art. 4 et 5 de l'ordonnance du 27 juin 1995⁸ sur l'assurance-maladie [OAMal]), ainsi que les assurés soumis à l'assurance-maladie suisse sur la base de l'Accord du 30 novembre 1979 concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans⁹, étaient inclus dans l'effectif déterminant pour la compensation des risques.

Avec la révision de l'OCoR du 2 novembre 2011, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013, toutes les personnes assurées vivant à l'étranger ont été exclues des effectifs déterminants pour la compensation des risques, principalement pour les raisons suivantes.

- Avant cette révision, tous les assurés de l'UE n'étaient pas inclus dans les effectifs déterminants pour la compensation des risques, mais seulement les frontaliers et les membres de leur famille. Ils représentent plutôt de bons risques. Par contre, les rentiers et les membres de leur famille, considérés plutôt comme de mauvais risques, n'étaient pas compensés. C'est l'une des raisons pour lesquelles des primes plus élevées que les primes suisses devaient être perçues à l'époque dans plusieurs pays de l'UE/AELE.
- Les rentiers et les membres de leur famille n'étaient pas pris en compte dans la compensation des risques, car le remboursement des traitements médicaux dans le pays de résidence pour ce groupe de personnes n'était pas basé sur les coûts réels, mais sur des montants forfaitaires. Avec les nouvelles dispositions de

4 RS 0.142.112.681

5 RS 0.632.31

6 Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale ; RS 0.831.109.268.1

7 Règlement (CE) n° 987/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale ; RS 0.831.109.268.11

8 RS 832.102

9 RS 0.831.107

coordination fixées par les règlements (CE) n° 883/2004 et n° 987/2009, que la Suisse a adoptés au 1^{er} avril 2012, le calcul sur la base de montants forfaitaires a été abandonné dans la plupart des pays. Depuis lors, les remboursements sont généralement effectués sur la base des dépenses réelles, pour tous les assurés de l'UE. Il n'y avait donc plus de raison de traiter différemment les assurés de l'UE en matière de compensation des risques.

- En outre, les rentiers n'ont plus de point d'attache actuel en Suisse et n'auraient donc pas pu être affectés à un canton.
- Le 1^{er} janvier 2012 est entrée en vigueur la nouvelle réglementation de la compensation des risques, selon laquelle les séjours dans un hôpital ou un établissement médico-social (EMS) en Suisse au cours de l'année précédente sont inclus dans la compensation des risques en tant que facteur de compensation supplémentaire. Cela aurait signifié que pour les assurés vivant à l'étranger, seuls les séjours hospitaliers en Suisse et non ceux dans leur pays de résidence auraient pu être pris en compte, ce qui aurait entraîné une compensation incomplète des risques pour ces assurés.
- En outre, les assurés de l'UE constituaient à l'époque un groupe de personnes relativement restreint – environ 29 000 assurés en 2010.

Les évolutions suivantes au cours des dernières années ont montré que la réglementation actuelle doit être modifiée pour inclure les personnes assurées à l'étranger dans l'effectif déterminant pour la compensation des risques.

- Le nombre de personnes assurées en Suisse qui vivent à l'étranger ne cesse d'augmenter. Elles étaient près de 131 000 en 2019, dont environ 111 000 frontaliers et les membres de leur famille sans activité lucrative et environ 12 500 rentiers et les membres de leur famille sans activité lucrative.
- Sur la base de l'art. 25, al. 3, de l'ordonnance du 18 novembre 2015 sur la surveillance de l'assurance-maladie sociale (OSAMal)¹⁰, les primes des assurés qui résident dans un pays de l'UE/AELE doivent couvrir les coûts engendrés par les assurés de l'ensemble de ces États pour l'assureur, après déduction d'une quote-part des revenus de ses capitaux. Pour fixer les primes applicables aux assurés de ces États, l'assureur prend en compte les différences de coûts entre les États. Les primes dépendent donc du groupe d'assurés qu'un assureur possède dans chacun de ces pays. Les assurés de l'UE constituent un groupe relativement restreint, qui est réparti entre 22 assureurs en 2021. En outre, ce marché est dominé à 90 % par cinq assureurs, pour lesquels l'âge moyen des assurés de l'UE est de 38 ans. Pour les autres assureurs, l'âge moyen est de 54 ans. Certains assureurs assurent presque exclusivement des rentiers et d'autres surtout des frontaliers. Comme les assurés de l'UE ne sont actuellement pas inclus dans la compensation des risques, il en résulte de grandes différences entre les primes des assureurs pour les assurés de l'UE (primes UE). De plus, elles ne sont généralement plus supérieures aux primes suisses. Au contraire,

¹⁰ RS 832.121

notamment en Allemagne et en France, où vivent la plupart des assurés de l'UE, les primes de certains assureurs pour 2021 sont inférieures à la plupart des primes suisses. La prime la plus basse pour les adultes en Allemagne avec la franchise ordinaire est de 204 fr. 60 par mois sans couverture accident, et la prime la plus basse pour les adultes en France avec la franchise ordinaire est de 179 fr. 50 par mois sans couverture accident. Il convient de noter que, contrairement aux assurés suisses, les assurés de l'UE peuvent choisir de recevoir un traitement médical dans leur pays de résidence ou en Suisse.

- Avec la révision de la LAMal du 30 septembre 2016, les cantons étaient tenus de prendre en charge la part cantonale (au moins 55 %) des traitements hospitaliers en Suisse pour les assurés de l'UE, comme c'est le cas pour les assurés résidant en Suisse (art. 41, al. 2^{bis} et 2^{ter}, et 49a, al. 2, let. b, et 3^{bis}, LAMal). Cette modification de la loi est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019. Ainsi, l'interdiction de discrimination adoptée avec le droit européen de coordination, qui exige que les assurés de l'UE soient traités de la même manière que les assurés résidant en Suisse, a été mise en œuvre. Cette révision a entraîné une réduction des primes UE.
- Les autres assurés qui ont leur domicile à l'étranger (UE/AELE ou pays tiers) sont les travailleurs détachés et les personnes relevant d'un service public qui séjournent à l'étranger, ainsi que les membres de leur famille, conformément aux art. 4 et 5 OAMal. Selon la réglementation actuelle, ces assurés ne sont pas pris en compte dans la compensation des risques, pour autant qu'ils n'acquittent pas une prime pour les assurés domiciliés en Suisse (art. 9, al. 2, let. d, OCoR). En vertu de l'art. 91, al. 2, OAMal, l'assureur doit fixer, pour les personnes résidant dans un pays tiers, une prime conforme aux coûts avérés. Si le nombre de personnes concernées rend l'exercice disproportionné, l'assureur peut aligner le montant de leurs primes sur celles qui sont applicables au dernier domicile de l'intéressé en Suisse ou au siège de l'assureur. L'inclusion dans la compensation des risques du groupe des assurés vivant dans un pays tiers dépend donc actuellement du fait que leur assureur perçoit une prime selon l'art. 91, al. 2, OAMal (auquel cas ils ne sont pas inclus dans la compensation des risques) ou une prime suisse (ils sont alors inclus dans la compensation des risques). Une telle distinction n'est pas convaincante. Elle se justifie davantage pour les personnes qui travaillent dans l'UE/AELE, car on peut supposer que les personnes qui paient une prime suisse ont conservé leur lieu de résidence en Suisse.

Par ailleurs, certains assurés changent d'adresse sans communiquer leurs nouvelles coordonnées ni aux autorités, ni à leur assureur. Celui-ci doit les conserver dans son effectif et payer la redevance de risque correspondante alors qu'il ne perçoit plus la prime. Pour corriger cette situation, le Parlement a adopté la motion n° 17.3311, intitulée « Compensation des risques. Supprimer les assurés fantômes » par laquelle il demande au Conseil fédéral de présenter une modification de la LAMal afin d'exclure de la compensation des risques les assurés partis sans laisser d'adresse et qui ne peuvent plus être contactés.

1.2 Dispositif proposé

1.2.1 Échange de données entre les cantons et les assureurs

Le présent projet prévoit d'introduire une procédure uniforme d'échange de données entre les cantons et les assureurs sur le modèle existant dans le domaine de la réduction des primes. Cet échange de données servira à vérifier de manière simplifiée le respect de l'obligation d'affiliation des assurés. La résidence de l'assuré figurera parmi les données échangées. Cette information permettra de fixer le montant des primes à payer. Elle est également indispensable pour déterminer quel est le canton compétent pour la prise en charge de la part cantonale des prestations hospitalières. Dans ce cadre, le service national des adresses pourrait être intéressant pour les cantons et les assureurs.

1.2.2 Assurés pris en compte dans la compensation des risques

Le projet inclut dans l'effectif déterminant pour la compensation des risques presque tous les assurés ayant leur domicile à l'étranger et en exclut ceux avec lesquels l'assureur ne peut plus entrer en contact depuis une certaine durée.

L'actuelle compensation des risques, qui ne tient pas compte des assurés résidant à l'étranger, est en contradiction avec le principe de solidarité qui s'applique à l'assurance-maladie et qui, entre autres, assure la solidarité entre les bien-portants et les malades en offrant le libre choix de l'assureur. Cela signifie que tous les assurés peuvent changer d'assureur, quel que soit leur âge ou leur état de santé. À partir de 26 ans, les personnes affiliées auprès du même assureur paient les mêmes primes. Cette solidarité nécessite aussi une solidarité entre assureurs, qui repose sur la compensation des risques : les assureurs qui assurent une majorité de personnes en bonne santé paient des redevances de risque et, en contrepartie, ceux qui assurent de nombreuses personnes présentant un risque de maladie plus élevé reçoivent des contributions de compensation.

Une possibilité serait d'inclure les assurés résidant à l'étranger dans le système de compensation des risques de telle manière que la compensation soit effectuée seulement entre ces assurés, en les affectant à un canton fictif. Ils seraient ainsi solidaires entre eux. Cela aurait pour effet de réduire le large éventail de primes au sein de certains pays européens (par exemple, en 2021, la prime la plus basse pour l'Allemagne, sans couverture accident, est de 204 fr. 60, et la prime la plus élevée sans couverture accident est de 1199 fr. 70). Cet écart est dû au fait que certains assureurs ont une majorité de bons risques dans leur effectif (des frontaliers) et d'autres une majorité de mauvais risques (des rentiers). Un tel mode d'inclusion n'aurait toutefois aucun effet sur les primes moyennes dans l'UE. Il est donc proposé d'inclure ces assurés dans le système de façon à opérer la compensation entre eux et les assurés vivant en Suisse.

Les personnes qui vivent à l'étranger et sont assurées en Suisse sont surtout les assurés de l'UE, les travailleurs détachés et les personnes relevant d'un service public qui séjournent à l'étranger, ainsi que les membres de leur famille. Ils ont tous un lien étroit avec la Suisse, qu'ils exercent une activité lucrative en Suisse, travaillent pour un

employeur suisse à l'étranger ou bénéficient d'une rente suisse. Il semble donc justifié que les assurés qui vivent à l'étranger ne soient pas seulement compensés entre eux, mais qu'ils soient également solidaires des assurés qui résident en Suisse.

Les assurés qui sont soumis à l'assurance-maladie suisse sur la base de l'Accord du 30 novembre 1979 concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans ne peuvent pas être considérés comme ayant un lien étroit avec la Suisse. Sur la base de cet accord, les personnes qui travaillent sur un bateau appartenant à une société basée en Suisse et naviguant sur le Rhin sont soumises à l'assurance-maladie en Suisse. Il s'agit d'un groupe relativement restreint d'assurés, environ 6000 personnes en 2019. En règle générale, ils ne travaillent sur un bateau rhénan que pendant quelques mois et ne disposent donc d'une assurance-maladie en Suisse que pour une courte période. La plupart d'entre eux viennent d'un pays de l'UE ou d'un pays tiers. Ils n'ont généralement aucun lien avec la Suisse, car ils n'y vivent pas et n'y travaillent pas. Seul leur employeur est basé en Suisse. Par conséquent, ce groupe d'assurés ne devrait pas être tenu de faire preuve de solidarité avec les assurés qui vivent en Suisse. Il semble justifié qu'ils ne soient pas inclus parmi les assurés concernés par la compensation des risques.

Les nouvelles dispositions prévoient que les assurés vivant à l'étranger soient eux aussi pris en compte dans la compensation des risques. Comme pour les assurés résidant en Suisse, les assureurs présentant plus de « bons risques » que la moyenne paient des redevances de risque, tandis que les assureurs présentant plus de « mauvais risques » que la moyenne reçoivent des contributions de compensation. Pour que cela soit possible, les assurés qui résident à l'étranger doivent être affectés à un canton. En outre, il faut déterminer comment leur sont appliqués les indicateurs de morbidité définis par le Conseil fédéral.

Pour le regroupement des données et le calcul de la compensation des risques, l'institution commune a besoin, entre autres, des données suivantes pour chaque personne assurée : canton de domicile, numéro d'assuré AVS, année de naissance, sexe, nombre de mois pendant lesquels la personne est assurée auprès de l'assureur. L'intégration des assurés résidant à l'étranger dans le système de compensation des risques exige donc que les assureurs collectent également de manière systématique et correcte toutes les données nécessaires concernant ces assurés et les actualisent en permanence. Cela est notamment nécessaire pour attribuer chaque assuré au bon canton.

De plus, les assureurs doivent garder dans leur effectif les assurés partis sans laisser d'adresse tant que le canton n'a pas statué sur la fin de l'obligation d'assurance de ces personnes. Cela signifie que les assureurs doivent continuer à payer pour ces assurés la redevance de risque sans toutefois percevoir les primes. La présente modification doit corriger ce point. Si l'assureur ne peut plus entrer en contact avec un assuré pendant une certaine durée, ce dernier n'est plus pris en compte dans la compensation des risques.

1.3 Comparaison avec le droit étranger, notamment européen

La législation de l'Union européenne en matière de sécurité sociale ne prévoit pas d'harmonisation des systèmes nationaux de sécurité sociale. Les États membres sont largement libres de déterminer la structure, le champ d'application personnel, les modalités financières et l'organisation de leurs systèmes de sécurité sociale. Toutefois, ils doivent respecter les principes de coordination prescrits par les règlements (CE) n° 883/2004 et n° 987/2009, tels que l'interdiction de la discrimination, la prise en compte des périodes d'assurance et la fourniture des prestations au-delà des frontières.

Les modifications de la loi proposées sont compatibles avec les obligations internationales de la Suisse. L'inclusion des assurés résidant à l'étranger dans le système de compensation des risques signifie que les assurés de l'UE ne seront plus avantagés par rapport à ceux résidant en Suisse. Ceci est compatible avec l'interdiction de la discrimination.

Les systèmes d'assurance-maladie en Allemagne et aux Pays-Bas connaissent également l'instrument de la compensation des risques. Dans les deux pays, les risques des assurés vivant à l'étranger sont équilibrés avec ceux des assurés qui vivent dans le pays. Les deux pays font face au même problème. Dans le cas des assurés vivant à l'étranger, le risque élevé de maladie ne peut être calculé correctement en raison de données incomplètes concernant les indicateurs « séjour dans un hôpital ou un EMS » et « groupes de coûts pharmaceutiques (PCG) ». Si ces indicateurs n'étaient pas pris en compte pour les assurés vivant à l'étranger, les assureurs devraient payer trop pour ces personnes au titre de la compensation des risques. Pour éviter cela, les Pays-Bas prévoient une réduction en pourcentage des redevances pour la compensation des risques. La solution proposée pour la compensation des risques en Suisse (art. 17, al. 4 du projet), soit l'utilisation de la fréquence en pourcentage, selon l'âge et le sexe, des cas dans toute la Suisse (pour les assurés résidant à l'étranger), se rapproche du calcul basé sur les données individuelles (pour les assurés vivant en Suisse) et semble donc plus équitable.

1.4 Classement d'interventions parlementaires

Le Conseil fédéral propose de classer les motions suivantes :

- Motion n° 18.3765 Brand, intitulée « Échange moderne de données par voie électronique entre les communes et les assureurs-maladie » ;
- Motion n° 18.4209 Hess, intitulée « Domicile, primes d'assurance-maladie et parts cantonales des prestations hospitalières. Moins de bureaucratie, moins d'erreurs » ;
- Motion n° 17.3311 Brand, intitulée « Compensation des risques. Supprimer les assurés fantômes » ;

Le présent projet répond en effet entièrement aux objectifs qu'elles poursuivent.

2 **Commentaire des dispositions**

Art. 6b Échange de données entre assureurs et cantons

Cette disposition instaure un échange de données entre les cantons et les assureurs tout d'abord pour vérifier le respect de l'obligation d'assurance (art. 6b, let. a) Cette tâche est attribuée aux cantons par l'art. 6, al. 1, LAMal. Ils peuvent toutefois la déléguer aux communes et à leurs services de contrôle des habitants en édictant une base légale au niveau cantonal. Les cantons devront également compléter leur législation pour permettre aux communes d'avoir accès à la plateforme d'échange de données.

Le deuxième objectif de l'échange de données est d'éviter les cas de double assurance (art. 6b, let. b). Il arrive en effet que des assurés se retrouvent affiliés auprès de deux assureurs simultanément. Les causes sont multiples : il s'agit le plus souvent du non-respect du délai de résiliation (art. 7 LAMal) ou d'assurés ayant des impayés, qui sont empêchés de changer d'assureur en vertu de l'art. 64a, al. 6, LAMal et qui s'affilient malgré tout auprès d'un autre assureur. Pour que ce problème puisse être résolu à l'avenir, il est nécessaire de connaître la date d'affiliation auprès de chaque assureur et d'examiner si le changement d'assureur s'est fait dans le respect des dispositions légales.

Pour que l'échange des données soit efficient, il est fondamental que ces informations soient mises à jour en permanence. Dans la mesure où l'actualité des données est garantie, le recours au service national des adresses pourrait être intéressant pour les cantons et les assureurs.

Art. 16, al. 4

La deuxième phrase de l'al. 4 est légèrement adaptée sur le plan rédactionnel et se lit désormais comme suit : le Conseil fédéral détermine ces autres indicateurs. Cette adaptation permet d'indiquer clairement que la deuxième phrase fait référence aux « autres indicateurs de morbidité appropriés » de la première phrase. Cette reformulation ne change rien sur le fond.

Art. 16, al. 5

L'actuel al. 5 est intégré au nouvel art. 16a, al. 1, let. a. Cet alinéa peut donc être abrogé.

Art. 16a Effectif des assurés déterminant pour la compensation des risques

Selon le droit en vigueur, les exceptions à la compensation des risques sont prévues dans différentes dispositions : enfants (art. 16, al. 5), requérants d'asile, personnes admises à titre provisoire et personnes à protéger qui ne sont pas titulaires d'une autorisation de séjour (art. 105a). D'autres exceptions sont définies dans l'art. 9, al. 2, OCoR. Le présent projet permet de réunir au sein d'une seule disposition toutes les

catégories d'assurés qui ne sont pas pris en compte pour la compensation des risques. Cela renforce la systématique de la loi et en simplifie la lecture.

Art. 16a, al. 1

L'al. 1 énonce le principe : la compensation des risques s'applique à toutes les personnes soumises à l'obligation de s'assurer pour l'assurance obligatoire des soins. Lorsque cette obligation est suspendue, notamment parce qu'une personne est soumise à la loi fédérale du 19 juin 1992 sur l'assurance militaire (LAM)¹¹ pour plus de 60 jours consécutifs (art. 3, al. 4, LAMal), cette personne n'est pas prise en considération dans la compensation des risques pendant la période en question. Il découle de cette formulation que les assurés vivant à l'étranger sont désormais également inclus dans les effectifs déterminants pour la compensation des risques. Les exceptions sont fixées aux let. a à d.

Art. 16a, al. 1, let. a

Cette disposition reprend l'art. 16, al. 5 et ne constitue pas un changement par rapport au droit en vigueur : les enfants continuent à ne pas être pris en compte pour la compensation des risques.

Art. 16a, al. 1, let. b

Cette disposition reprend l'art. 105a, al. 1. Lorsque les requérants d'asile arrivent en Suisse, certains indicateurs de morbidité comme les PCG et le séjour dans un hôpital ou un établissement médico-social au cours de l'année précédente ne sont pas connus. Le risque élevé de maladie ne peut donc pas être déterminé de manière correcte durant la première année. Par ailleurs, de nombreux requérants d'asile sont de jeunes hommes, ce qui représente plutôt un risque moins élevé de maladie. Mais en raison de leur parcours de vie (guerre, système sanitaire lacunaire de leur pays d'origine), ils génèrent davantage de coûts que les autres assurés du même sexe et du même groupe d'âge. Pour ces motifs, il est justifié de les exclure de l'effectif déterminant de la compensation des risques. Ainsi, l'assureur ne doit pas payer pour ces assurés une redevance de risque et peut consacrer le montant de la prime, sous déduction des frais d'administration, à la couverture des coûts des prestations médicales. La liste des assurés qui sont exclus de la compensation des risques ne change pas : il s'agit des requérants d'asile, des personnes admises à titre provisoire et des personnes à protéger qui ne sont pas titulaires d'une autorisation de séjour lorsqu'elles séjournent en Suisse et bénéficient de l'aide sociale.

Art. 16a, al. 1, let. c

Cette disposition reprend l'actuel art. 9, al. 2, let. e, OCoR.

Selon cette disposition, les assurés qui sont soumis à l'assurance-maladie suisse en vertu de l'Accord du 30 novembre 1979 sur la sécurité sociale des bateliers rhénans ne comptent pas au nombre des assurés pris en compte pour la compensation des risques. Sur la base de cette convention, les personnes travaillant sur un navire appartenant à une compagnie basée en Suisse et circulant sur le Rhin sont soumises à

¹¹ RS 833.1

l'assurance-maladie en Suisse. Dans la plupart des cas, ils n'ont aucun lien avec la Suisse, ce qui justifie leur exclusion de la compensation des risques.

Art. 16a, al. 1, let. d

Selon l'al. 1, l'inclusion dans l'effectif déterminant pour la compensation des risques est liée à l'obligation d'assurance. Celle-ci prend fin à la mort de l'assuré ou lorsque celui-ci quitte définitivement la Suisse¹². Les cantons doivent veiller au respect de l'obligation de s'assurer (art. 6, al. 1). Il leur appartient donc également de statuer sur la fin de cette obligation. Lorsqu'il est évident qu'une personne a quitté définitivement son domicile en Suisse et en a fondé un nouveau à l'étranger, l'assureur peut dissoudre le rapport d'assurance. En revanche, lorsqu'il ne peut être établi qu'une personne a effectivement quitté le territoire helvétique, il incombe au canton de statuer sur la fin de l'obligation d'assurance. Le canton ne peut décider de la fin de cette obligation que s'il dispose d'informations suffisantes à ce sujet. Dans le cas contraire, la personne reste soumise à l'obligation de s'assurer en Suisse. Au demeurant, en vertu de l'art. 24, al. 1, du code civil suisse du 10 décembre 1907 (CC)¹³, toute personne conserve son domicile en Suisse aussi longtemps qu'elle ne s'en est pas créé un nouveau à l'étranger.

Les assureurs sont ainsi obligés de conserver dans leur effectif des personnes qui ont disparu sans laisser d'adresse jusqu'à ce que les autorités cantonales compétentes aient statué sur la fin de l'obligation d'assurance des personnes en question. Or, au vu des difficultés exposées ci-dessus, les autorités cantonales ne peuvent pas décréter la fin de l'obligation d'assurance si elles ne disposent pas d'éléments suffisants corroborant que ces personnes ont quitté définitivement la Suisse.

Les assureurs comptent dans leur effectif des assurés avec domicile inconnu auprès desquels ils ne peuvent prélever ni la prime, ni les participations aux coûts arriérées. Ils ne peuvent pas introduire de poursuites à leur encontre, ni par conséquent obtenir d'actes de défaut de biens que les cantons prennent en charge à raison de 85 % (art. 64a, al. 4, LAMal). Ces assurés n'envoient à leurs assureurs aucune facture de prestations, mais ces derniers doivent payer pour eux la redevance de risque. Cela conduit à un déséquilibre que le présent projet a pour but de corriger. Celui-ci prévoit qu'à certaines conditions, ces assurés ne sont plus pris en compte dans la compensation des risques.

L'assureur doit essayer d'entrer en contact avec les assurés durant une certaine période. Il doit tout mettre en œuvre pour retrouver les assurés partis sans communiquer leur nouvelle adresse. Il s'adressera entre autres aux services cantonaux. Il devra disposer notamment d'une attestation écrite du service du dernier domicile connu de la personne selon laquelle celle-ci est partie sans laisser d'adresse. Il devra être en mesure de documenter qu'il n'a pas pu entrer en contact avec une personne déterminée pendant la durée prévue. Si un assuré réapparaît ou que l'assureur apprend d'une quelconque manière qu'il séjourne toujours en Suisse, l'assureur le réintroduit sans délai dans l'effectif déterminant pour la compensation des risques.

¹² ATF 9C_268/2015

¹³ RS 210

Art. 16a, al. 2

Cet alinéa reprend l'art. 105a, al. 2 avec une modification d'ordre rédactionnel. Il est nécessaire de conserver cette disposition car l'assistance administrative prévue par l'art. 32 de la loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA)¹⁴, permet certes aux assureurs d'obtenir des autorités administratives et judiciaires de la Confédération, des cantons et des communes des renseignements, mais seulement dans quatre buts déterminés : fixer ou modifier des prestations ou en réclamer la restitution, prévenir des versements indus, fixer et percevoir les cotisations et faire valoir une prétention récursoire contre le tiers responsable. En relation avec les assurés visés par la présente disposition, l'assureur s'adresse à une de ces autorités dans un autre but, celui de savoir si la personne doit être exclue de la compensation des risques. Dans ce contexte, les organes compétents pour l'assurance-maladie sociale chargés de déterminer l'effectif des assurés déterminant pour la compensation des risques sont les assureurs et l'institution commune. La disposition les mentionne désormais explicitement.

En revanche, l'art. 105a, al. 3, peut être abrogé. En effet, la prérogative qu'il accorde à l'autorité de surveillance est déjà prévue par l'art. 35, al. 1, de la loi sur la surveillance de l'assurance-maladie sociale (LSAMal)¹⁵.

Art. 16a, al. 3

Cette disposition contient la délégation au Conseil fédéral de la compétence de fixer la durée pendant laquelle l'assureur ne peut pas entrer en contact avec les assurés visés à l'al. 1, let. d. Cette durée devra être suffisante. En effet, de nos jours, il n'est pas rare que les personnes s'absentent de leur domicile durant plusieurs mois (vacances, déplacements pour motifs professionnels).

Art. 16a, al. 4

La première phrase de cette disposition prévoit que les assurés domiciliés à l'étranger sont attribués à un canton pour le calcul de la compensation des risques.

Des personnes résidant dans un État de l'UE/AELE sont soumises à l'assurance-maladie obligatoire en Suisse depuis la reprise du droit européen de coordination des assurances sociales. Ces assurés de l'UE peuvent être répartis en quatre groupes différents : les frontaliers et les membres de leur famille, les membres de la famille des personnes titulaires d'une autorisation d'établissement, d'une autorisation de séjour ou d'une autorisation de séjour de courte durée en Suisse, les bénéficiaires de prestations de l'assurance-chômage suisse et les membres de leur famille, les bénéficiaires d'une rente suisse et les membres de leur famille. Les assurés résidant à l'étranger comprennent également les travailleurs détachés et les membres de leur famille qui les accompagnent (art. 4 OAMal), ainsi que les personnes relevant d'un service public séjournant à l'étranger et les membres de leur famille qui les accompagnent (art. 5 OAMal). Ces personnes résident soit dans un pays de l'UE/AELE, soit dans un pays tiers. Actuellement, seules les personnes pour lesquelles une prime de résident en Suisse est perçue sont incluses dans la

¹⁴ RS 830.1

¹⁵ RS 832.12

compensation des risques (art. 9, al. 2, let. d, OCoR). Il est prévu que toutes ces personnes, quelle que soit la prime perçue, soient désormais incluses dans les effectifs déterminants pour la compensation des risques.

Les assurés résidant à l'étranger doivent être attribués à un canton. La deuxième phrase de la disposition contient une norme de délégation au Conseil fédéral. Il incombe à ce dernier de déterminer à quel canton ces assurés doivent être attribués pour le calcul de la compensation des risques. Le Conseil fédéral règle aussi la procédure correspondante.

Les cantons sont également responsables des assurés de l'UE dans plusieurs autres domaines de l'assurance-maladie. Il s'agit notamment du contrôle de l'obligation de s'assurer, de l'octroi de réductions de primes et de la prise en charge de la part cantonale des traitements hospitaliers en Suisse. Pour les frontaliers et les membres de leur famille, les membres de la famille des résidents en Suisse et les bénéficiaires de prestations de l'assurance-chômage suisse et les membres de leur famille, c'est le canton avec lequel ils ont un lien actuel. Par exemple, dans le cas des frontaliers et des membres de leur famille, il s'agit du canton d'emploi.

Les travailleurs détachés et les personnes relevant d'un service public qui séjournent à l'étranger, ainsi que les membres de leur famille, ont également un point d'attache actuel avec la Suisse. Pour ce groupe de personnes, il s'agit du dernier lieu de résidence en Suisse. Selon l'art. 91, al. 2, OAMal, l'assureur peut aligner le montant de leurs primes sur celles qui sont applicables au dernier domicile de l'intéressé en Suisse ou au siège de l'assureur si, compte tenu du nombre de personnes concernées, l'application d'une prime conforme aux coûts avérés rend l'exercice disproportionné.

Il semble évident que les assurés qui ont un lien actuel avec un canton doivent être attribués à ce canton pour la compensation des risques. Le Conseil fédéral suivra ce principe lorsqu'il édictera les dispositions de l'ordonnance.

Les rentiers et les membres de leur famille qui vivent dans un pays de l'UE/AELE n'ont plus de lien actuel avec la Suisse. La Confédération est donc responsable de ces personnes lorsqu'il s'agit de contrôler le respect de l'obligation d'assurance et d'accorder des réductions de primes. La Confédération a transféré ces tâches à l'institution commune. Pour la prise en charge de la part cantonale pour les traitements hospitaliers en Suisse, il est prévu que les cantons prennent en charge collectivement la part cantonale, celle-ci étant répartie entre les différents cantons proportionnellement à leur population résidente (art. 49a, al. 3^{bis}, LAMal).

Le Conseil fédéral se basera sur les règles relatives à la prise en charge de la part cantonale des traitements hospitaliers en Suisse pour attribuer les rentiers et les membres de leur famille à un canton. Il répartira les mois d'assurance de ces personnes entre les différents cantons, proportionnellement à leur population résidente, en tenant compte du niveau de risque de maladie. Comme ce groupe d'assurés constitue un effectif réduit, une telle réglementation n'aura qu'un effet marginal sur la compensation des risques des différents cantons.

Art. 16b

En raison d'une nouvelle disposition, l'allègement, qui figurait auparavant à l'art. 16a, est désormais fixé à l'art. 16b. Le contenu de la disposition n'est pas modifié.

Art. 17, al. 4

Selon l'art. 16, al. 4, LAMal, le risque élevé de maladie est défini par l'âge, le sexe et d'autres indicateurs de morbidité appropriés, qui sont déterminés par le Conseil fédéral. Le Conseil fédéral a défini deux autres indicateurs à l'art. 1 OCoR : les séjours en hôpital ou en EMS et les PCG.

L'art. 17 règle la manière dont le risque élevé de maladie est pris en compte dans le cas des assurés qui vivent à l'étranger et qui sont nouvellement inclus dans le système de compensation des risques.

Les indicateurs âge et sexe peuvent être appliqués à ces personnes comme aux personnes assurées résidant en Suisse.

Contrairement aux assurés vivant en Suisse, les assurés de l'UE ont le droit de choisir de recevoir un traitement médical dans leur pays de résidence ou en Suisse. Ce droit de choisir est basé sur le droit européen de coordination des assurances sociales. Les travailleurs détachés et les personnes relevant d'un service public qui séjournent à l'étranger ainsi que les membres de leur famille peuvent également choisir de se faire soigner dans le pays où ils sont employés ou en Suisse (art. 36, al. 4, OAMal).

Pour les indicateurs « séjour dans un hôpital ou un EMS » et « PCG », seuls les traitements médicaux en Suisse pouvaient être pris en compte et non ceux dispensés dans leur pays de résidence et facturés via l'entraide internationale en matière de prestations. Par conséquent, au lieu de ces deux indicateurs pour les assurés vivant à l'étranger, il convient d'édicter une règle qui s'écarte de ce que prévoit actuellement la loi. Il n'est pas possible d'inclure uniquement les traitements en Suisse, car cela conduirait à une compensation incomplète des risques.

Il ne serait pas non plus correct de ne prendre en compte que les indicateurs d'âge et de sexe pour eux, car cela signifierait que tout le monde serait considéré comme sain et que les assureurs devraient payer trop au titre de la compensation des risques pour les assurés vivant à l'étranger.

Le projet propose donc d'appliquer à ces assurés les indicateurs de morbidité définis par le Conseil fédéral (séjour à l'hôpital ou en EMS et PCG) en fonction de la fréquence en pourcentage, selon l'âge et le sexe, des cas dans l'ensemble de la Suisse. Ainsi, les assurés vivant à l'étranger sont considérés dans le calcul comme présentant le même risque de maladie que la moyenne des femmes ou des hommes assurés de leur classe d'âge vivant en Suisse.

Avec une telle règle, une contribution de solidarité cantonale est demandée aux frontaliers et aux membres de leur famille, qui présentent généralement de bons risques. Les redevances de risque que les assureurs doivent payer pour ces personnes déchargent les assureurs qui assurent des personnes présentant de bons risques et habitant dans le canton où elles travaillent, et qui doivent payer des redevances de risque pour celles-ci. La révision conduit à une convergence des primes des assurés de l'UE avec les primes cantonales, notamment dans les cantons situés le long des frontières où travaillent de nombreux frontaliers assurés en Suisse. En fonction de l'assureur et du niveau de la prime, les rentiers et les membres de leur famille, qui ont tendance à présenter de mauvais risques, bénéficieront de la solidarité nationale.

L'inclusion des assurés résidant à l'étranger dans les effectifs déterminants pour la compensation des risques entraînera également de nombreux changements dans l'OCOR. A l'heure actuelle, on peut les décrire comme suit.

- Pour les personnes assurées vivant à l'étranger, les assureurs fournissent un seul ensemble de données, uniquement pour l'année de compensation. Celles-ci ne comprennent pas les prestations, les médicaments ou les séjours, mais uniquement les informations relatives à l'âge, au sexe et au groupe de personnes (par exemple, les membres de la famille des rentiers, les frontaliers), ainsi que, lorsque le groupe de personnes (par exemple, les frontaliers, les membres de la famille des chômeurs) l'exige, le lien avec un canton (art. 6a).
- L'institution commune calcule les PCG comme d'habitude et détermine, en plus des suppléments pour PCG, la fréquence en pourcentage des cas dans l'ensemble de la Suisse, y compris pour les séjours hospitaliers et les PCG, tant en fonction de la tranche d'âge que du sexe.
- L'institution commune transfère cette fréquence en matière de séjour et de PCG des données suisses à l'effectif des assurés de l'UE.
- L'institution commune répartit les groupes de personnes sans lien avec un canton (p. ex. les rentiers) entre les cantons au prorata de leur population et combine les effectifs respectifs (année de compensation) des assurés en Suisse et des assurés résidant à l'étranger.
- Jusqu'à la date (inclusive) du calcul des moyennes de groupe (art. 13), le logiciel de compensation des risques (SORA) n'utilise pas les effectifs de l'UE.
- SORA utilise les effectifs totaux d'assurés (art. 14, al. 1, let. b) une première fois pour calculer la moyenne totale attendue (art. 14, al. 2) et une autre fois pour calculer le financement des suppléments pour PCG (art. 17), de sorte que les taux de redevance et de contribution par groupe de risque (art. 18) et l'allègement pour les jeunes adultes (art. 18a) sont calculés comme d'habitude. Ainsi, toutes les options sont disponibles (groupes de risque, PCG, allègement).

Art. 17a, al. 1

Comme avec la loi actuelle, l'institution commune effectuera la compensation des risques entre les assureurs au sein des différents cantons. En d'autres termes, elle effectuera 26 compensations des risques, soit une dans chaque canton, entre les assureurs opérant sur le territoire cantonal. Cela ne changera pas. Toutefois, selon la révision, les assurés vivant à l'étranger seront désormais également inclus dans les effectifs déterminants pour la compensation des risques. Cette extension ressort de la nouvelle formulation de l'al. 1.

Art. 49a, al. 5 Rémunération des prestations hospitalières

Il est nécessaire que les cantons et les assureurs soient informés de la résidence de l'assuré pour définir correctement quel est le canton compétent pour la prise en charge de la part cantonale des prestations hospitalières.

Art. 61, al. 5

Pour fixer les primes de l'assuré, son lieu de résidence est déterminant en vertu de l'art. 61, al. 2, LAMal. En effet, cette donnée est indispensable pour fixer le montant exact des primes à payer en fonction de la région de primes déterminante. Il est donc nécessaire que les cantons et les assureurs puissent s'échanger cette donnée essentielle.

Art. 105a

Voir le commentaire de l'art. 16a, al. 2

3 Conséquences

3.1 Conséquences pour la Confédération

3.1.1 Conséquences financières

Les nouvelles dispositions incluant la quasi-totalité des assurés vivant à l'étranger dans l'effectif déterminant pour la compensation des risques auront pour conséquence que les primes des assurés de l'UE auront tendance à augmenter et celles des assurés résidant en Suisse à diminuer. Ces dispositions n'induiront donc aucune conséquence significative sur les subsides que la Confédération accorde annuellement aux cantons pour la réduction des primes selon l'art. 66 LAMal et sur la réduction des primes accordée par la Confédération sur la base de l'art. 66a LAMal. Pour le reste, les nouvelles dispositions sur la compensation des risques ainsi que celles sur l'échange de données n'induiront aucune conséquence financière pour la Confédération.

3.1.2 Conséquences sur l'état du personnel

La modification de ces différents articles n'impliquera pas de travail supplémentaire pour le personnel de la Confédération, de telle sorte qu'aucun nouveau poste n'est requis.

3.2 Conséquences pour les cantons et les communes

Les nouvelles dispositions incluant la quasi-totalité des assurés vivant à l'étranger dans l'effectif déterminant pour la compensation des risques n'induiront pas non plus de conséquence financière significative s'agissant de la réduction des primes par les cantons, prévue aux art. 65 et 65a LAMal. Elles n'entraîneront pas d'autre conséquence pour les finances cantonales. Elles n'auront en outre aucune incidence sur les finances communales.

La mise en place de l'échange électronique de données engendrera des frais qui seront répartis entre les cantons et les assureurs.

3.3 Conséquences économiques

3.3.1 Assurés pris en compte dans la compensation des risques

Les nouvelles dispositions concernant l'inclusion des assurés vivant à l'étranger dans le système de compensation des risques n'entraîneront ni augmentation ni réduction des coûts pour l'assurance-maladie. En effet, la compensation des risques est toujours un jeu à somme nulle. Ce changement augmentera cependant la charge de travail des assureurs et de l'institution commune pour la mise en œuvre de la compensation des risques. L'institution commune devra reprogrammer la compensation des risques, ce qui entraînera pour elle un surcoût unique. Mais les coûts administratifs des assureurs et de l'institution commune n'augmenteront que marginalement. Toutefois, ces nouvelles dispositions induiront des conséquences pour les primes suisses ainsi que pour les primes des assurés de l'UE. La nouvelle réglementation aura en particulier un effet positif sur les primes cantonales des cantons situés le long des frontières, où l'on trouve de nombreux frontaliers, qui ont tendance à présenter de bons risques. Pour les assureurs qui assurent une majorité de frontaliers, les primes des assurés de l'UE auront tendance à augmenter. Inversement, les primes diminueront pour les assureurs dont les effectifs dans l'UE se composent principalement de rentiers.

3.3.2 Échange de données entre les assureurs et les cantons

Étant donné que l'échange de données entre les assureurs et les cantons pourra se baser sur le modèle existant dans le domaine de la réduction des primes, les coûts de mise en œuvre seront moindres.

4 Relation avec le programme de la législature et avec les stratégies du Conseil fédéral

4.1 Relation avec le programme de la législature

Le projet n'a été annoncé ni dans le message du 27 janvier 2016 sur le programme de la législature 2015 à 2019¹⁶, ni dans l'arrêté fédéral du 14 juin 2016 sur le programme de la législature 2015 à 2019¹⁷.

4.2 Relation avec les stratégies du Conseil fédéral

Le projet est compatible avec la stratégie Santé2020¹⁸ que le Conseil fédéral a adoptée le 23 janvier 2013.

¹⁶ FF 2016 981

¹⁷ FF 2016 4999

¹⁸ La stratégie peut être consultée à l'adresse suivante : www.ofsp.admin.ch > Stratégie & politique > Santé2020 > Une stratégie globale pour le système de santé.

5 Aspects juridiques

5.1 Constitutionnalité

En vertu de l'art. 117, al. 1, de la Constitution (Cst.)¹⁹, la Confédération a la compétence de légiférer en matière d'assurance-maladie.

5.2 Compatibilité avec les obligations internationales de la Suisse

Depuis l'entrée en vigueur, le 1^{er} juin 2002, de l'ALCP et l'entrée en vigueur de la décision n° 1/2012 du Comité mixte institué par l'ALCP²⁰, le 1^{er} avril 2012, les règlements de l'UE sur la coordination des systèmes de sécurité sociale sont également applicables et contraignants pour la Suisse²¹.

Le présent projet concerne un échange de données entre cantons et assureurs, l'inclusion dans la compensation des risques de presque tous les assurés ayant leur domicile à l'étranger, l'exclusion de la compensation des risques des assurés avec lesquels les assureurs ne peuvent plus entrer en contact depuis une certaine durée. Il est compatible avec les dispositions à caractère international. Comme exposé au ch. 1.3, le droit européen applicable en Suisse n'impose pas de normes dans ces domaines. Le projet est donc conforme au droit européen repris par la Suisse.

5.3 Forme de l'acte à adopter

Le projet prévoit des dispositions importantes au sens de l'art. 164, al. 1, Cst., puisqu'il accorde de nouvelles prérogatives aux cantons et aux assureurs. Il permet en outre à ces derniers d'exclure une catégorie d'assurés de la compensation des risques. Il doit donc prendre la forme d'une loi fédérale soumise au référendum.

5.4 Frein aux dépenses

Aux termes de l'art. 159 Cst., les dispositions relatives aux subventions, ainsi que les crédits d'engagement et les plafonds de dépenses doivent être adoptés à la majorité des membres de chaque conseil s'ils entraînent de nouvelles dépenses uniques de plus de 20 millions de francs ou de nouvelles dépenses périodiques de plus de 2 millions de francs. Comme le projet ne prévoit ni de dispositions relatives aux subventions ni de décisions de financement, il n'est pas soumis au frein aux dépenses.

¹⁹ RS 101

²⁰ RO 2012 2345

²¹ À titre d'information, une version consolidée (non contraignante) des règlements (CE) n° 883/2004 et 987/2009 susmentionnés, tels qu'applicables à la Suisse en vertu de l'annexe II de l'ALCP, a été publiée dans le Recueil systématique sous les numéros RS 0.831.109.268.1 et RS 0.831.109.268.11.

5.5

Délégation des pouvoirs législatifs

L'art. 96 LAMal donne au Conseil fédéral la compétence d'édicter des dispositions d'exécution dans le domaine de l'assurance-maladie sociale. Selon l'art. 17a, al. 2, LAMal, le Conseil fédéral arrête les dispositions d'exécution relatives à la compensation des risques. En outre, selon l'art. 17, al. 3, LAMal, le Conseil fédéral peut prévoir des exceptions ce qui concerne les indicateurs de morbidité pour le calcul de la compensation des risques.

Le projet autorise le Conseil fédéral à édicter des dispositions dans les domaines suivants.

En vertu de l'art. 16a, al. 3, il appartient au Conseil fédéral de préciser dans l'ordonnance le nombre de mois qui doit être atteint pour que les assurés que l'assureur ne peut plus contacter, au sens de l'al. 1, let. d, P-LAMal, soient retirés des effectifs des assurés pour la compensation des risques.

En vertu de l'art. 16a, al. 4, P-LAMal, le Conseil fédéral doit préciser dans l'ordonnance à quel canton les assurés résidant à l'étranger doivent être attribués pour le calcul de la compensation des risques, et il doit régler la procédure correspondante.

Afin d'appliquer les indicateurs « séjour dans un hôpital ou un établissement médico-social » et « PCG » aux assurés résidant à l'étranger, conformément à l'art. 17, al. 4, P-LAMal, il est nécessaire d'édicter des dispositions d'exécution dans l'OCOR.



Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Echange de données, compensation des risques)

Avant-projet

Modification du ...

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu le message du Conseil fédéral du [date]¹,

arrête:

I

La loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie² est modifiée comme suit:

Art. 6b Échange de données entre cantons et assureurs

Les cantons et les assureurs échangent selon une procédure uniforme les données qui sont nécessaires :

- a. pour vérifier le respect de l'obligation de s'assurer ;
- b. pour éviter que les personnes soient assurées auprès de plusieurs assureurs.

Art. 16, al. 4, 2^e phrase et 5

⁴ ... Le Conseil fédéral détermine ces autres indicateurs.

⁵ *Abrogé*

Art. 16a Effectif des assurés déterminant pour la compensation des risques

¹ Tous les assurés de l'assurance obligatoire des soins font partie de l'effectif des assurés déterminant pour la compensation des risques, à l'exception des assurés suivants:

RS

¹ FF 2021 ...

² RS 832.10

- a. les assurés âgés de moins de 19 ans le 31 décembre de l'année concernée (enfants);
- b. les requérants d'asile, les personnes admises à titre provisoire et les personnes à protéger qui ne sont pas titulaires d'une autorisation de séjour lorsqu'elles séjournent en Suisse et bénéficient de l'aide sociale;
- c. les assurés qui sont soumis à l'assurance-maladie suisse en vertu de l'Accord du 30 novembre 1979 concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans³;
- d. les assurés que les assureurs ne peuvent plus contacter depuis un nombre déterminé de mois.

² Les autorités administratives des cantons, des communes et, subsidiairement, de la Confédération fournissent gratuitement, sur demande écrite, aux assureurs et à l'institution commune (art. 18) les données dont ils ont besoin pour déterminer les assurés visés à l'al. 1, let. b.

³ Le Conseil fédéral fixe le nombre de mois visé à l'al. 1, let. d.

⁴ Les assurés qui résident à l'étranger sont attribués à un canton pour le calcul de la compensation des risques. Le Conseil fédéral détermine à quel canton ils sont attribués et règle la procédure correspondante.

Art. 16b

Antérieurement art. 16a

Art. 17, al. 4

⁴ Pour les assurés résidant à l'étranger (art. 16a, al. 4), les autres indicateurs déterminés par le Conseil fédéral sont appliqués en fonction de la fréquence en pourcentage, selon l'âge et le sexe, des cas dans l'ensemble de la Suisse.

Art. 17a, al. 1

¹ L'institution commune procède, pour chaque canton, à la compensation des risques entre les assureurs pour tous les assurés faisant partie de l'effectif déterminant au sens de l'art. 16a, al. 1.

Art. 49a, al. 5

⁵ Les cantons et les assureurs échangent selon une procédure uniforme les données qui sont nécessaires pour déterminer la résidence de l'assuré.

³ RS 0.831.107

Art. 61, al. 5

⁵ Les cantons et les assureurs échangent selon une procédure uniforme les données qui sont nécessaires pour déterminer le lieu de résidence de l'assuré.

Art. 105a

Abrogé

II

¹ La présente loi est soumise au référendum.

² Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.



Berne, le 17 novembre 2021

Destinataires

Partis politiques
Associations faîtières des communes,
des villes et des régions de montagne
Associations faîtières de l'économie
Autres milieux intéressés

Modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (échange de données, compensation des risques) : ouverture de la procédure de consultation

Madame, Monsieur,

Le 17 novembre 2021, le Conseil fédéral a chargé le DFI de consulter les cantons, les partis politiques, les associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national, les associations faîtières de l'économie qui œuvrent au niveau national et les autres milieux intéressés sur le projet de modification de la LAMal (échange de données, compensation des risques).

Le délai imparti pour la consultation court jusqu'au **3 mars 2022**.

Le présent projet prévoit de modifier la loi sur l'assurance-maladie afin d'instaurer un échange électronique de données entre les assureurs et les cantons en instituant une procédure uniforme. Par ailleurs, le projet veut inclure dans l'effectif déterminant pour la compensation des risques les assurés ayant leur domicile à l'étranger et en exclure ceux avec lesquels les assureurs ne peuvent plus entrer en contact depuis une certaine durée.

Le projet et le dossier mis en consultation sont disponibles à l'adresse Internet [Procédures de consultation en cours \(admin.ch\)](#).

Conformément à la loi sur l'égalité pour les handicapés (RS 151.3), nous nous efforçons de publier des documents accessibles à tous. Aussi, nous vous saurions gré de nous faire parvenir dans la mesure du possible votre avis sous forme électronique (**prière de joindre une version Word en plus d'une version PDF**) aux adresses suivantes, dans la limite du délai imparti :

aufsicht-krankenversicherung@bag.admin.ch et gever@bag.admin.ch

Nous vous remercions de bien vouloir indiquer le nom et les coordonnées de la personne à laquelle nous adresser en cas de questions.



Madame Roselyne Praz (roselyne.praz@bag.admin.ch; Tel. 058 466 88 48),
collaboratrice au sein de la section Surveillance juridique de l'assurance-maladie se
tient à votre disposition pour toute question ou information complémentaire.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération
distinguée.

Alain Berset
Conseiller fédéral

Liste der ständigen Vernehmlassungsadressaten Liste des destinataires consultés systématiquement Elenco dei destinatari permanenti della consultazione

Art. 4 Abs. 3 Vernehmlassungsgesetz (SR 172.061)

1.	Kantone / Cantons / Cantoni.....	2
2.	In der Bundesversammlung vertretene politische Parteien / partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale / partiti rappresentati nell'Assemblea federale .	4
3.	Gesamtschweizerische Dachverbände der Gemeinden, Städte und Berggebiete / associations faïtières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national / associazioni mantello nazionali dei Comuni, delle città e delle regioni di montagna.....	5
4.	Gesamtschweizerische Dachverbände der Wirtschaft / associations faïtières de l'économie qui œuvrent au niveau national / associazioni mantello nazionali dell'economia.....	5
5.	Versicherer / Assureurs / Assicuratori.....	6

1. Kantone / Cantons / Cantoni

Staatskanzlei des Kantons Zürich	Neumühlequai 10 Postfach 8090 Zürich
Staatskanzlei des Kantons Bern	Postgasse 68 3000 Bern 8
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Bahnhofstrasse 15 6002 Luzern
Standeskanzlei des Kantons Uri	Rathausplatz 1 6460 Altdorf
Staatskanzlei des Kantons Schwyz	Regierungsgebäude Bahnhofstrasse 9 Postfach 1260 6431 Schwyz
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Rathaus 6061 Sarnen
Staatskanzlei des Kantons Nidwalden	Dorfplatz 2 Postfach 1246 6371 Stans
Staatskanzlei des Kantons Glarus	Rathaus 8750 Glarus
Staatskanzlei des Kantons Zug	Seestrasse 2 Regierungsgebäude am Postplatz 6300 Zug
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Rue des Chanoines 17 1701 Fribourg
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Rathaus Barfüssergasse 24 4509 Solothurn
Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt	Marktplatz 9 4001 Basel
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Regierungsgebäude Rathausstrasse 2 4410 Liestal

Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	Beckenstube 7 8200 Schaffhausen
Kantonskanzlei des Kantons Appenzell Ausserrhoden	Regierungsgebäude 9102 Herisau
Ratskanzlei des Kantons Appenzell Innerrhoden	Marktgasse 2 9050 Appenzell
Staatskanzlei des Kantons St. Gallen	Regierungsgebäude 9001 St. Gallen
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Reichsgasse 35 7001 Chur
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Regierungsgebäude 5001 Aarau
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Regierungsgebäude Zürcherstrasse 188 8510 Frauenfeld
Cancelleria dello Stato del Cantone Ticino	Piazza Governo 6 6501 Bellinzona
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	Place du Château 4 1014 Lausanne
Chancellerie d'Etat du Canton du Valais	Planta 3 1950 Sion
Chancellerie d'Etat du Canton de Neuchâtel	Le Château Rue de la Collégiale 12 2000 Neuchâtel
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	Rue de l'Hôtel-de-Ville 2 Case postale 3964 1211 Genève 3
Chancellerie d'Etat du Canton du Jura	2, rue de l'Hôpital 2800 Delémont
Konferenz der Kantonsregierungen (KdK) Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) Conferenza dei Governi cantonali (CdC)	Sekretariat Haus der Kantone Speichergasse 6 Postfach 3001 Bern
Schweizerische Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren (GDK)	Sekretariat Haus der Kantone Speichergasse 6

Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS) Conferenza svizzera delle direttrici e dei direttori cantonali della sanità (CDS)	Postfach 3001 Bern
--	-----------------------

2. In der Bundesversammlung vertretene politische Parteien / partis politiques représentés
à l'Assemblée fédérale / partiti rappresentati nell'Assemblea federale

Die Mitte Le Centre Alleanza del Centro	Generalsekretariat Hirschengraben 9 Postfach 3001 Bern
Eidgenössisch-Demokratische Union EDU Union Démocratique Fédérale UDF Unione Democratica Federale UDF	Postfach 3602 Thun
Ensemble à Gauche EAG	Case postale 2070 1211 Genève 2
Evangelische Volkspartei der Schweiz EVP Parti évangélique suisse PEV Partito evangelico svizzero PEV	Nägeligasse 9 Postfach 3001 Bern
FDP. Die Liberalen PLR. Les Libéraux-Radicaux PLR.I Liberali Radicali	Generalsekretariat Neuengasse 20 Postfach 3001 Bern
Grüne Partei der Schweiz GPS Parti écologiste suisse PES Partito ecologista svizzero PES	Waisenhausplatz 21 3011 Bern
Grünliberale Partei Schweiz glp Parti vert'libéral Suisse pvl Partito verde liberale svizzero pvl	Monbijoustrasse 30 3011 Bern
Lega dei Ticinesi (Lega)	Via Monte Boglia 3 Case postale 4562 6904 Lugano
Partei der Arbeit PDA Parti suisse du travail PST	Postfach 8721 8036 Zürich

Schweizerische Volkspartei SVP Union Démocratique du Centre UDC Unione Democratica di Centro UDC	Generalsekretariat Postfach 8252 3001 Bern
Sozialdemokratische Partei der Schweiz SPS Parti socialiste suisse PSS Partito socialista svizzero PSS	Zentralsekretariat Theaterplatz 4 Postfach 3001 Bern

3. Gesamtschweizerische Dachverbände der Gemeinden, Städte und Berggebiete / associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national / associazioni mantello nazionali dei Comuni, delle città e delle regioni di montagna

Schweizerischer Gemeindeverband Association des Communes Suisses Associazione dei Comuni Svizzeri	Laupenstrasse 35 3008 Bern
Schweizerischer Städteverband Union des villes suisses Unione delle città svizzere	Monbijoustrasse 8 Postfach 3001 Bern
Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete Groupement suisse pour les régions de montagne Gruppo svizzero per le regioni di montagna	Seilerstrasse 4 Postfach 3001 Bern

4. Gesamtschweizerische Dachverbände der Wirtschaft / associations faîtières de l'économie qui œuvrent au niveau national / associazioni mantello nazionali dell'economia

economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen Fédération des entreprises suisses Federazione delle imprese svizzere Swiss business federation	Hegibachstrasse 47 Postfach 8032 Zürich
Schweizerischer Gewerbeverband (SGV) Union suisse des arts et métiers (USAM) Unione svizzera delle arti e mestieri (USAM)	Schwarztorstrasse 26 Postfach 3001 Bern
Schweizerischer Arbeitgeberverband Union patronale suisse Unione svizzera degli imprenditori	Hegibachstrasse 47 Postfach 8032 Zürich

Schweiz. Bauernverband (SBV) Union suisse des paysans (USP) Unione svizzera dei contadini (USC)	Laurstrasse 10 5201 Brugg
Schweizerische Bankiervereinigung (SBV) Association suisse des banquiers (ASB) Associazione svizzera dei banchieri (ASB) Swiss Bankers Association	Postfach 4182 4002 Basel
Schweiz. Gewerkschaftsbund (SGB) Union syndicale suisse (USS) Unione sindacale svizzera (USS)	Monbijoustrasse 61 Postfach 3000 Bern 23
Kaufmännischer Verband Schweiz Société suisse des employés de commerce Società svizzera degli impiegati di commercio	Hans-Huber-Strasse 4 Postfach 1853 8027 Zürich
Travail.Suisse	Hopfenweg 21 Postfach 5775 3001 Bern

5. Versicherer / Assureurs / Assicuratori

curafutura Die innovativen Krankenversicherer Les assureurs-maladie innovants Gli assicuratori-malattia innovativi	Gutenbergstrasse 14 3011 Berne
santésuisse Verband der Schweizer Krankenversicherer Les assureurs-maladie suisses Gli assicuratori-malattia svizzeri	Römerstrasse 20 4502 Soleure
Gemeinsame Einrichtung KVG Institution commune LAMal Istituzione comune LAMal	Industriestrasse 78 4600 Olten



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur

Office fédéral de la santé publique
Unité de direction Assurance maladie et accidents

Modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) – Échange de données et compensation des risques

Condensé des résultats de la procédure de consultation (rapport sur les résultats)

Berne, mai 2022

Sommaire

1. Remarques préliminaires.....	3
1.1. Contexte.....	3
1.2. Présentation du projet	3
1.2.1. Échange de données entre les assureurs et les cantons (mise en œuvre des motions Brand 18.3765 et Hess 18.4209).....	3
1.2.2. Supprimer les assurés « fantômes » des effectifs pour la compensation des risques (mise en œuvre de la motion Brand 17.3311)	3
1.2.3. Inclusion des assurés domiciliés à l'étranger dans les effectifs pour la compensation des risques	3
1.2.4. Réglementation exhaustive de l'effectif des assurés déterminant pour la compensation des risques dans la loi	4
1.3. Procédure de consultation.....	5
2. Aperçu des résultats.....	5
3. Résultats en détail.....	6
3.1. Échange de données entre les assureurs et les cantons (mise en œuvre des motions Brand 18.3765 et Hess 18.4209).....	6
3.1.1. Prise de position des cantons et des communes.....	6
3.1.2. Prise de position des assureurs et de leurs associations.....	9
3.1.3. Prise de position des partis représentés à l'Assemblée fédérale	10
3.1.4. Prise de position des acteurs de l'économie.....	10
3.1.5. Prise de position d'autres organisations	11
3.2. Supprimer les assurés « fantômes » des effectifs pour la compensation des risques (mise en œuvre de la motion Brand 17.3311)	11
3.2.1. Prise de position des cantons et des communes.....	11
3.2.2. Prise de position des assureurs et de leurs associations.....	11
3.2.3. Prise de position des partis représentés à l'Assemblée fédérale	12
3.2.4. Prise de position des acteurs de l'économie.....	12
3.2.5. Prise de position d'autres organisations	12
3.3. Inclure les assurés domiciliés à l'étranger dans les effectifs pour la compensation des risques	12
3.3.1. Prise de position des cantons et des communes.....	12
3.3.2. Prise de position des assureurs et de leurs associations.....	13
3.3.3. Prise de position des partis représentés à l'Assemblée fédérale	14
3.3.4. Prise de position des acteurs de l'économie.....	15
3.3.5. Prise de position d'autres organisations	15
3.4. Réglementation exhaustive de l'effectif des assurés déterminant pour la compensation des risques dans la loi	16
3.4.1. Prise de position des cantons et des communes.....	16
3.4.2. Prise de position des assureurs et de leurs associations.....	16
4. Anhang / Annexe / Allegato	17

1. Remarques préliminaires

1.1. Contexte

La présente révision de la LAMal¹ vise à mettre en œuvre les motions Brand 18.3765 « Échange moderne de données par voie électronique entre les communes et les assureurs-maladie », Hess 18.4209 « Domicile, primes d'assurance-maladie et parts cantonales des prestations hospitalières. Moins de bureaucratie, moins d'erreurs » et Brand 17.3311 « Compensation des risques. Supprimer les assurés fantômes ». Par ailleurs, il s'agit de procéder à une modification ultérieure en ce qui concerne l'effectif d'assurés déterminant pour la compensation des risques. En effet, seuls sont actuellement pris en compte les assurés domiciliés en Suisse. Il est donc désormais question d'y inclure les assurés vivant à l'étranger.

1.2. Présentation du projet

Le projet de révision de la LAMal peut être réparti dans les quatre domaines suivants :

1.2.1. Échange de données entre les assureurs et les cantons (mise en œuvre des motions Brand 18.3765 et Hess 18.4209)

Il incombe aux cantons de contrôler que l'obligation de s'assurer est respectée. Pour mener à bien cette tâche, ils doivent avoir accès aux données actuelles des assurés. Les assureurs doivent quant à eux connaître les données exactes des assurés afin de leur facturer les primes en fonction de leur domicile. Selon le droit en vigueur, ils ne peuvent bénéficier de l'assistance administrative des autorités cantonales qu'à des conditions restrictives, sur requête écrite et motivée. À l'ère du numérique, l'échange de données entre assureurs et cantons doit être simplifié.

1.2.2. Supprimer les assurés « fantômes » des effectifs pour la compensation des risques (mise en œuvre de la motion Brand 17.3311)

De nombreux assurés déménagent, ne communiquent pas leur nouvelle adresse à l'assurance-maladie et ne paient plus de primes. Ces assurés restent dans le portefeuille des assureurs aussi longtemps qu'ils sont soumis à l'obligation de s'assurer. Cette dernière ne prend fin que lorsque l'assuré en question décède ou qu'il quitte définitivement la Suisse. En d'autres termes, les assureurs continuent de payer les redevances de risque pour ces assurés sans toutefois percevoir de primes. Lorsqu'ils n'ont pas pu être contactés durant un certain nombre de mois, ces assurés, qualifiés de « fantômes », doivent être retirés des effectifs pour la compensation des risques.

1.2.3. Inclusion des assurés domiciliés à l'étranger dans les effectifs pour la compensation des risques

La compensation des risques représente une péréquation financière entre les assureurs : ceux dont le nombre d'assurés présentant un risque élevé de maladie est supérieur à la moyenne reçoivent des contributions de la compensation des risques. À l'inverse, les assureurs dont le nombre d'assurés ne présentant pas de risque accru de maladie est supérieur à la moyenne doivent payer des redevances.

¹ Loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (RS 832.10).

Selon le droit en vigueur, l'effectif déterminant pour la compensation des risques comprend avant tout les assurés qui résident en Suisse. La présente révision prévoit d'inclure les personnes assurées selon la LAMal, qui vivent à l'étranger. Il s'agit principalement d'assurés que la Suisse a repris dans le cadre de l'accord sur la libre circulation des personnes, sur la base du droit européen de coordination des assurances sociales, et qui ont donc l'obligation de s'assurer en Suisse, tels que les frontaliers, les retraités et les membres de leur famille n'exerçant pas d'activité lucrative ainsi que les travailleurs détachés (ci-après : « assurés de l'UE »). Le nombre d'assurés de l'UE augmente continuellement. En 2019, ils étaient environ 131 000. Le plus grand groupe d'assurés de l'UE ne figurant pas dans les effectifs pour la compensation des risques est constitué par les frontaliers. Ces assurés ont tendance à présenter de bons risques, car ils sont plutôt jeunes et en bonne santé et ne devraient générer que de faibles coûts pour l'assurance-maladie l'année suivante. Ainsi, certains assureurs peuvent définir, pour ce groupe, des primes peu élevées, parfois plus basses que les primes suisses. Inclure les assurés de l'UE dans les effectifs pour la compensation des risques permettra d'abolir l'avantage qu'ils ont par rapport à leurs homologues résidant en Suisse, car ils seront ainsi eux aussi soumis au principe de solidarité qui s'applique à l'assurance obligatoire des soins.

Comme la compensation des risques est calculée par canton, la LAMal doit indiquer que les assurés domiciliés à l'étranger sont attribués à un canton pour le calcul en question. Le Conseil fédéral doit déterminer dans l'ordonnance à quel canton ces assurés sont attribués et régler la procédure correspondante.

Les assurés de l'UE peuvent bénéficier de traitements médicaux aussi bien en Suisse que dans leur pays de résidence. Cependant, les traitements effectués à l'étranger ne peuvent pas être pris en compte dans le calcul de la compensation des risques. Si seuls les traitements médicaux prodigués en Suisse étaient considérés, on aboutirait à une compensation incomplète des risques. Il serait également arbitraire de se limiter aux indicateurs d'âge et de sexe pour les assurés de l'UE, qui seraient alors tous considérés en bonne santé. Par conséquent, les assureurs devraient verser des redevances de risque trop élevées. Dès lors, les indicateurs « séjour dans un hôpital ou un EMS » et « groupes de coûts pharmaceutiques (PCG) » ne peuvent pas être déterminés sur la base de données individuelles pour les assurés vivant à l'étranger, contrairement à ceux qui résident en Suisse. Il s'agit donc de définir une disposition dérogatoire dans la loi. Pour les assurés résidant à l'étranger, il est proposé d'appliquer les autres indicateurs déterminés par le Conseil fédéral en fonction de la fréquence en pourcentage des cas, selon l'âge et le sexe, dans l'ensemble de la Suisse.

1.2.4. Réglementation exhaustive de l'effectif des assurés déterminant pour la compensation des risques dans la loi

Dans le cadre de la présente révision, le chapitre « compensation des risques » devra comporter une disposition supplémentaire indiquant de manière exhaustive l'effectif d'assurés déterminant pour la compensation des risques. D'une part, cet effectif est peu clair dans l'ordonnance actuelle et, d'autre part, il n'est réglementé qu'en partie, à différents endroits dans la loi. Une disposition unique dans la loi, au chapitre de la compensation des risques, fournira une bonne vue d'ensemble et une sécurité juridique.

1.3. Procédure de consultation

La procédure de consultation a été ouverte le 17 novembre 2021 par le Conseil fédéral et s'est terminée le 3 mars 2022. Les cantons, la Conférence des directrices et directeurs de la santé (CDS), les partis représentés à l'Assemblée fédérale, les communes, les associations de communes, les acteurs de l'économie, les assureurs, les fédérations d'assureurs et d'autres organisations se sont exprimés. Au total, 44 réponses ont été recueillies. Le canton de SH n'a pas pris position.

2. Aperçu des résultats

Échange de données (cf. également ch. 3.1 ci-dessous)

Approbation	Approbation avec modification/complément	Rejet	Renoncement à une prise de position
Cantons et communes			
2 GE, NE	27 CDS, AG, AI, AR, FR, JU, LU, OW, UR, VS, BE, GL, BL, BS, GR, NW, SG, SO, SZ, TG, TI, VD, ZG, ZH, ACS, ASSH, VAE		1 SH
Assureurs et leurs associations			
1 Sympany	3 curafutura, Groupe Mutuel, santésuisse		
Partis représentés à l'Assemblée fédérale			
3 Le Centre, PSS, UDC	1 PLR		
Autres organisations			
	4 Ausgleichskasse LU, USS, usam, privatim		2 IC LAMal, Union patronale suisse (UPS)
Total			
6	35		3

Compensation des risques (cf. également ch. 3.3 ci-dessous)

Approbation	Approbation avec modification/complément	Rejet	Renoncement à une prise de position
Cantons et communes			
23 CDS, AG, AI, AR, BE, BL, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, OW, SG, SO, SZ, TG, UR, VD, VS, ZG, ZH	1 BS		6 NW, SH, TI, ACS, ASSH, VAE
Assureurs et leurs associations			
		3 curafutura, Groupe Mutuel, Sympany	1 santésuisse
Partis représentés à l'Assemblée fédérale			
3	1		

<i>Le Centre, PS, UDC</i>	<i>PLR</i>		
Autres organisations			
1 <i>USS</i>	1 <i>IC LAMal</i>	1 <i>usam</i>	3 <i>Ausgleichskasse LU, privatim, UPS</i>
Total			
27	3	4	10

Presque tous les participants ont accueilli positivement la proposition de mettre en œuvre la motion Brand 17.3311 pour supprimer les assurés « fantômes » des effectifs pour la compensation des risques ainsi que la réglementation exhaustive dans la loi de l'effectif des assurés déterminant pour la compensation des risques (cf. ch. 3.2 et 3.4 ci-dessous).

3. Résultats en détail

3.1. Échange de données entre les assureurs et les cantons (mise en œuvre des motions Brand 18.3765 et Hess 18.4209)

3.1.1. Prise de position des cantons et des communes

Approbation

Deux cantons (**GE, NE**) approuvent totalement le projet.

Approbation avec compléments

La **CDS** salue le fait que l'art. 6b AP-LAMal² introduise les bases pour un échange de données entre cantons et assureurs dans le but de vérifier que l'obligation d'assurance est respectée et d'éviter les assurances doubles ou multiples. Toutefois, la disposition proposée ne permettrait qu'un contrôle systématique pour les personnes domiciliées en Suisse et exclurait les assurés de l'UE. L'expérience aurait démontré qu'il est difficile, voire impossible, de trouver une solution satisfaisante à l'échelle cantonale. Cela en particulier dans les cantons où plusieurs autorités sont responsables de l'octroi des autorisations frontalières. La CDS réclame une collaboration étroite entre les cantons et les assureurs pour élaborer l'ordonnance d'exécution concernant l'échange de données en vue de vérifier le respect de l'obligation d'assurance et d'éviter les assurances doubles et multiples. Par ailleurs, elle exige que les bases légales nécessaires soient créées afin que les cantons aient un accès direct aux données du système SYMIC pour pouvoir contrôler si les frontaliers respectent cette obligation. Il faudrait alors modifier la LDEA³. Qui plus est, la CDS requiert que l'on examine s'il est possible d'étendre le cercle des assurés à impliquer dans l'échange des données (p. ex, travailleurs détachés, bénéficiaires de rentes, membres de la famille au sein de l'UE/AELE n'exerçant pas d'activité lucrative) et, le cas échéant, de quelle manière.

La **CDS** approuve aussi en principe la création d'une base pour l'échange de données en vue de déterminer le lieu de résidence de l'assuré avec les art. 49a, al. 5, et 61, al. 5 AP-LAMal. Elle ajoute que, dans le cadre de l'EFAS, elle pourrait être favorable à l'idée de transmettre le contrôle du domicile aux assureurs si ces derniers s'engageaient à faire certifier leurs processus par un organe de révision. En outre, il lui semble important de vérifier s'il faudrait ancrer

² Avant-projet de loi fédérale sur l'assurance-maladie.

³ Loi fédérale du 20 juin 2003 sur le système d'information commun aux domaines des étrangers et de l'asile (RS 142.51).

explicitement dans la loi le devoir de contrôle du domicile par l'assureur et définir une procédure de conciliation pour les éventuels conflits entre les assureurs et les cantons en termes de responsabilité à la suite d'une attribution de domicile différente.

Certains cantons (**AG, AI, AR, FR, JU, LU, OW, UR, VS**) adhèrent sans réserve à la prise de position de la CDS.

D'autres encore y sont favorables sur le fond et ajoutent les compléments suivants :

- **BE et GL** : les synergies découlant de la réduction de primes actuelle en lien avec l'échange des données (art. 65, al. 2, LAMal et art. 105g OAMal⁴) pourraient être utilisées dans le nouvel échange des données. Ces deux cantons partent du principe que la réglementation de l'étendue de l'échange des données en vertu de l'art. 6b AP-LAMal ne devrait pas dépasser ce cadre. Il serait également important d'impliquer étroitement les cantons et les assureurs-maladie dans l'élaboration de l'ordonnance d'exécution, tel que prévu à l'art. 65, al. 2, LAMal en vigueur. De plus, il s'agirait de prévoir un délai de transition suffisamment long (approximativement trois ans) pour pouvoir réaliser le projet minutieusement sans compromettre le système actuel de réduction des primes en lien avec l'échange de données, qui fonctionne bien.
- **BL** : ce canton afficherait déjà un bon niveau d'échange électronique de données avec les assureurs en vue des tâches citées dans la révision. Pour l'optimiser, il faudrait toutefois constituer soit des registres à l'échelle suisse et les intégrer aux processus, à l'image du service national des adresses (SNA) prévu, soit un registre des requêtes obligatoire pour tous les assureurs-maladie (similaire à SASIS).
- **BS** : tout comme le calcul de la compensation des risques, le contrôle de l'obligation de s'assurer devrait relever de la compétence du Conseil fédéral (art. 16a, al. 4, AP-LAMal).
- **GR** : ce canton regrette que le législateur n'ait donné aucun point de repère concernant le mode de communication à mettre en place entre canton et assureur. Il estime que des explications seraient grandement nécessaires pour des raisons de sécurité des données et souhaite savoir à quelles exigences le système devrait répondre et quelles données devraient être transmises concrètement.
- **SG** : ses compétences intracantoniales sont diverses en ce qui concerne l'implication des cantons et des assureurs dans l'élaboration des dispositions d'exécution. En particulier, la responsabilité de l'échange de données relatif à la réduction des primes incombe à l'administration de la sécurité sociale (SVA), et celle de l'application des dispositions en matière d'obligation d'assurance et de la gestion du registre des habitants aux communes. Selon le gouvernement, les répercussions financières du nouvel échange de données ne peuvent pas être estimées faute d'un concept concret relatif à la mise en œuvre technique.
- **SO** : le domicile est important pour calculer les primes et la part cantonale dans les traitements stationnaires.
- **TG** : les coûts engendrés par la mise en œuvre devraient impérativement être faibles pour le canton et les communes, et l'exploitation de la banque de données devrait générer aussi peu de travail que possible pour toutes les parties prenantes. En ce sens,

⁴ Ordonnance du 27 juin 1995 sur l'assurance-maladie (RS 832.102).

l'implication prévue du SNA n'a pas été suffisamment clarifiée pour garantir les dernières données en date. Enfin, il s'agirait d'introduire un registre central des assurés LAMal, par analogie au registre des assurés AVS/AI (CdC), pour vérifier la légalité du changement d'assureur.

- **VD** : il faudrait définir une procédure de conciliation pour les conflits potentiels entre assureurs et cantons concernant la résidence, voire prévoir la possibilité de porter l'affaire devant le tribunal si la conciliation devait échouer. Par ailleurs, le canton de VD se réjouirait d'une estimation chiffrée des coûts pour la mise en œuvre du projet. Celle-ci pourrait être réalisée dans le cadre de la collaboration future, lors de l'élaboration des dispositions d'exécution, si elle devait ne pas être admise dans le rapport explicatif de la révision examinée ici.
- **ZG** : l'échange de données pour déterminer le lieu de résidence de la personne assurée ne constituerait pas un préjudice pour une éventuelle approbation de transmission du contrôle du domicile aux assureurs dans le cadre du projet EFAS. Le canton est d'avis qu'un tel transfert des tâches est à considérer séparément.
- **ZH** : s'agissant de l'accès direct des cantons aux données nécessaires dans SYMIC, le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) devrait être impliqué dans l'échange au sens du nouvel art. 6b AP-LAMal et permettre ainsi aux cantons d'avoir accès aux données des frontaliers. Selon le canton de ZH, pour garantir la flexibilité nécessaire, il ne faudrait pas mentionner explicitement le SEM dans cet article. Il demande aussi que le devoir d'informer les bénéficiaires d'une rente dans un État de l'UE/AELE soit transféré à l'institution commune et que cette dernière ainsi que les assureurs sociaux qui versent les rentes soient impliqués dans l'échange de données au sens du nouvel art. 6b AP-LAMal.

Approbation avec proposition de modification

Les cantons de **NW** et de **SZ** ajoutent que, selon le rapport explicatif, l'échange de données devrait permettre une procédure uniforme, telle qu'elle existe déjà pour la réduction des primes. Actuellement, cantons et assureurs utilisent le canal « sedex », qui devrait également être applicable dans le cadre des présentes réglementations. Dans le canton de NW, la caisse de compensation cantonale remplirait déjà les conditions techniques nécessaires en sa qualité d'organe d'exécution pour la réduction des primes, l'obligation d'assurance et la réglementation des actes de défaut de biens en vertu de la LAMal. Ces deux cantons proposent enfin de modifier les art. 6b, 49a et 61 AP-LAMal en invoquant le fait que cette version correspond à l'énoncé de l'art. 65, al. 2, LAMal, qui a déjà considérablement fait ses preuves. Disposition proposée :

« L'échange de données entre les cantons et les assureurs intervient selon une norme uniforme. Le Conseil fédéral règle les modalités après consultation des cantons et des assureurs. »

Le canton du **TI** propose la même adaptation.

L'Association suisse des communes (**ACS**), l'Association suisse des services des habitants (**ASSH**) et Verband Aargauer Einwohnerdienste (**VAE**) approuvent le projet sur le fond et suggèrent d'ajouter un alinéa 2 à l'art. 6b AP-LAMal, comme suit :

« Ce principe s'applique dans la même mesure aux communes situées dans des cantons où le contrôle de l'obligation d'assurance leur a été délégué. »

L'**ACS** argumente la proposition comme suit : le rapport explicatif ne définit pas clairement sur la base de quelle procédure uniforme l'échange de données par voie électronique devrait être introduit. Elle est d'avis que la Confédération devrait s'en tenir aux normes d'eCH et inclure

également les experts (services des habitants) dans la mise en œuvre. Comme près de la moitié des cantons a délégué le contrôle de l'obligation d'assurance aux communes, l'ACS trouve qu'il faut également garantir de manière impérative un échange de données simplifié entre les communes et les assureurs.

L'**ASSH** et la **VAE** argumentent leur proposition comme suit : la limitation prévue par le rapport explicatif (« Dans la mesure où l'actualité des données est garantie ») revêtirait une grande importance pour le travail quotidien au sein des services du contrôle des habitants. Selon ces associations, l'idée à la base du service national des adresses le rend malheureusement inutile pour l'échange de données entre les cantons, les communes et les assureurs. En particulier, des données actualisées au jour le jour seraient impératives aussi bien pour l'activité de contrôle des cantons et des communes que pour les assureurs. Ainsi, l'**ASSH** et la **VAE** sont convaincues que les assureurs pourraient travailler à bien moindres coûts s'ils disposaient des données (adresses) des services des habitants actualisés au jour le jour pour envoyer leurs factures de primes ou leurs décomptes de prestations.

3.1.2. Prise de position des assureurs et de leurs associations

Approbation

Sympany approuve totalement le projet.

Approbation avec compléments

Santésuisse et le **Groupe Mutuel** adhèrent en principe au projet et soulignent qu'un système uniforme d'échange de données requiert une collaboration entre la Confédération, les cantons, les assureurs-maladie et leurs associations. Dans ce contexte, on pourrait recourir à des systèmes éprouvés au lieu du SNA. **SASIS SA** est citée comme organisation susceptible de se charger de l'échange des données citées à l'art. 6b, let. a, AP-LAMal. Indépendamment du fait que le procédé d'échange par voie électronique intervienne ou non dans le cadre du SNA, il serait essentiel que les besoins d'information des assureurs-maladie et des cantons soient suffisamment couverts.

Approbation avec proposition de modification

Curafutura approuve le projet sur le fond et propose les modifications suivantes :

Art. 6b

« ¹ Les cantons, le *secrétariat d'État aux migrations* et les assureurs échangent selon une procédure uniforme les données qui sont nécessaires :

[...]

c. *pour éviter que les personnes que l'assureur ne parvient plus à joindre depuis un certain nombre de mois ne continuent d'être assurées.*

² *Les cantons annoncent aux assureurs les personnes en vertu de la lettre b. »*

Autres compléments :

- Il s'agit de préciser la notion de « domicile⁵ » dans les dispositions légales en ce qui concerne les assurances doubles ou multiples. Selon **curafutura**, les art. 49a, al. 5 et 61, al. 5, LAMal devraient contenir les termes « résidence » et « domicile », car les deux informations sont pertinentes en fonction de la situation (p. ex., attribution à une région de prime ou engagement de poursuites).

⁵ L'avant-projet mentionne le terme « résidence ».

- Le SEM devrait être impliqué dans l'échange de données standardisé au sens des art. 6b, 49a, al. 5, et 61, al. 5, AP-LAMal, car il est responsable de la saisie des données dans le système SYMIC.
- S'agissant des assurances doubles ou multiples, l'échange de données proposé permettrait uniquement aux cantons de reconnaître si une personne est assurée auprès de plus d'un assureur. Curafutura exige donc que l'art. 6b AP-LAMal soit complété de manière que les cantons aient l'obligation d'informer les assureurs-maladie dans ce genre de cas.

Enfin, curafutura propose l'adaptation suivante des art. 49a, al. 5, et 61, al. 5, LAMal :

« Les cantons, le secrétariat d'État aux migrations et les assureurs échangent selon une procédure uniforme les données qui sont nécessaires pour déterminer le lieu de résidence et de domicile de l'assuré. »

Argumentation : le SEM devrait être impliqué dans l'échange de données, car le pays de domicile est déterminant pour fixer le tarif des primes des assurés de l'UE/AELE. En outre, l'échange de données doit contenir non seulement des informations sur la résidence mais aussi sur le domicile.

3.1.3. Prise de position des partis représentés à l'Assemblée fédérale

Approbaton

Le Centre, le PSS et l'UDC approuvent totalement le projet.

Approbaton avec compléments

Le **PLR** accepte le projet dans son intégralité et ajoute que le Conseil fédéral et les acteurs concernés devraient garantir une procédure sûre et irréprochable en matière d'échange de données (protection des données, mécanisme en cas d'éventuels conflits). Selon lui, il s'agirait d'ajouter la notion de « domicile » (art. 49a, al. 5, et art. 61, al. 5, AP-LAMal), car il s'agit d'une information primordiale pour l'attribution à une région de primes et au canton compétent. Enfin, il évoque l'importance de normes suisses uniformes pour l'échange de données : lorsque les assureurs et les cantons ne parviennent pas à s'entendre, la Confédération devrait disposer de la compétence de déterminer ces normes.

3.1.4. Prise de position des acteurs de l'économie

Approbaton avec compléments

L'Union syndicale suisse (**USS**) approuve le projet et déplore le fait que la « protection des données » ne soit pas mentionnée une seule fois dans le rapport explicatif. Selon elle, il faudrait impérativement corriger cette lacune dans le message au moyen d'une adaptation de la loi ou d'une mention.

L'union suisse des arts et métiers (**usam**) approuve le projet et ajoute qu'une collaboration étroite avec les assureurs ou leurs associations serait nécessaire pour la mise en œuvre future des projets en attente, et ce, pour garantir que des systèmes effectivement applicables, sûrs et économiques soient utilisés à l'avenir.

Renoncement à une prise de position

L'**Union patronale suisse** n'a pas pris position.

3.1.5. Prise de position d'autres organisations

Approbation avec proposition de modification

Ausgleichskasse LU est d'accord avec le projet et propose d'apporter la modification suivante aux art. 6b, 49a et 61 LAMal :

« L'échange de données entre les cantons et les assureurs intervient sur la base d'une norme uniforme. Le Conseil fédéral règle les modalités après consultation des cantons et des assureurs. »

Elle indique que sa proposition vise à maintenir une norme suffisante dans la programmation de l'interface (sedex) ou à réaliser la programmation additionnelle.

Approbation avec compléments

La Conférence des Préposé(e)s suisses à la protection des données (**privatim**) accepte le projet et trouve que l'on pourrait renoncer à la consultation des cantons, prévue aux art. 6b, 49a et 61 AP-LAMal, si l'étendue des données à échanger coïncide avec l'art. 105g OAMal.

Renoncement à une prise de position

L'Institution Commune LAMal (**IC LAMal**) n'a pas pris position.

3.2. Supprimer les assurés « fantômes » des effectifs pour la compensation des risques (mise en œuvre de la motion Brand 17.3311)

3.2.1. Prise de position des cantons et des communes

La **CDS** soutient la réglementation proposée. Plusieurs cantons se rallient à sa prise de position. Aucun canton et aucune commune ne se sont explicitement prononcés contre.

3.2.2. Prise de position des assureurs et de leurs associations

Approbation

Groupe Mutuel et **Sympany** approuvent intégralement le projet.

Approbation avec compléments

Curafutura accepte le projet sur le fond et ajoute que l'inaccessibilité de la personne concernée ne doit pas être le seul critère d'identification des assurés fantômes au sens de l'art. 16a, al. 1, let. d, AP-LAMal : il faudrait y ajouter les primes impayées. L'association invoque le fait que des prestations sont remboursées pour ce type d'assurés dans le système actuel, tandis que les primes ne peuvent être réclamées en raison de l'impossibilité d'engager des poursuites.

Santésuisse approuve en principe le projet et signale qu'il faudrait prévoir de manière plus détaillée et contraignante (le cas échéant, par voie d'ordonnance) dans quels cas et dans quel délai les services des habitants doivent établir la confirmation de départ sans laisser d'adresse. De plus, au terme d'un certain délai sans réaction (p. ex., 5 ans), les assurés partis sans laisser

d'adresse devraient être retirés des effectifs de compensation des risques mais aussi directement du portefeuille d'assurance ; il faudrait toutefois pouvoir réactiver la couverture d'assurance avec effet rétroactif si l'un de ces assurés venait à se manifester ultérieurement.

3.2.3. Prise de position des partis représentés à l'Assemblée fédérale

L'**UDC** adhère globalement au projet et ajoute qu'il ne faudrait pas aboutir à un « risque fantôme » pour les assurés.

3.2.4. Prise de position des acteurs de l'économie

L'union suisse des arts et métiers (**usam**) approuve totalement le projet.

3.2.5. Prise de position d'autres organisations

L'Institution Commune LAMal (**IC LAMal**) n'a pas pris position.

3.3. Inclure les assurés domiciliés à l'étranger dans les effectifs pour la compensation des risques

3.3.1. Prise de position des cantons et des communes

Approbaton

La **CDS** salue la proposition d'inclure dans la compensation des risques les assurés AOS résidant à l'étranger et ayant un lien étroit avec la Suisse. Selon elle, la pratique actuelle voulant que les assurés domiciliés en Suisse subventionnent les primes pour les personnes vivant à l'étranger sans que ces derniers ne soient ajoutés à la communauté solidaire sera ainsi abolie. Elle espère que la modification de la LAMal engendrera un nivellement des primes entre les assurés suisses et ceux de l'UE et qu'elle réduira les très grands écarts de primes pour les assurés de l'UE. De son point de vue, il n'y a pas lieu de s'opposer aux autres modifications dans le cadre de la compensation des risques.

La majorité des cantons (**AG, AI, AR, BL, GL, GR, JU, LU, OW, UR, VD, VS** et **ZG**) se rallie à la prise de position de la CDS sans rien y ajouter.

Certains cantons (**GE, NE, SG** et **SZ**) approuvent totalement le projet sans se référer à la prise de position de la CDS.

Approbaton avec compléments

Certains cantons se rallient à la prise de position de la **CDS** sur le fond et proposent des compléments :

- **BE** : l'effectif des assurés déterminant serait ainsi réglé dans la loi, ce qui améliore la systématique et la transparence.
- **FR** : l'assurance-maladie de personnes vivant à l'étranger ne concerne qu'un nombre restreint d'assureurs, et la mise en œuvre de la nouvelle compensation des risques ne devrait pas engendrer d'investissements trop élevés pour tous les assureurs. Le canton est d'avis que cette situation ne devrait pas influencer les primes.

- **ZH** : les différences de primes d'assurance-maladie entre les assurés vivant en Suisse et à l'étranger pourraient en partie s'expliquer par le fait que certaines personnes assurées vivant hors de la Suisse se font soigner à l'étranger, ce qui entraîne généralement des coûts de traitement plus bas. Ce canton trouve donc que la compensation des risques n'est pas indiquée ici.

Le canton de **SO** accepte en principe le projet et ajoute qu'il s'agit d'un réajustement nécessaire à la situation actuelle, qui permet d'appliquer le principe de solidarité de manière conséquente.

Approbation avec proposition de modification

Le canton de **BS** propose que les retraités vivant à l'étranger soient exclus du calcul de la compensation des risques, car le niveau des prix dans les pays européens est inférieur à celui de la Suisse et parce que ces assurés font moins de séjours stationnaires que les retraités vivant en Suisse ou, du moins, résident bien moins fréquemment en EMS. Il suggère de modifier l'art. 16a, al. 1, let. e, AP-LAMal comme suit :

« Tous les assurés de l'assurance obligatoire des soins font partie de l'effectif des assurés déterminant pour la compensation des risques, à l'exception des assurés suivants :

[...]

e. *les retraités vivant à l'étranger.* »

- **TG** : le canton trouve incompréhensible que les personnes soumises à l'AOS, sur la base de l'Accord du 30 novembre 1979⁶ sur la sécurité sociale des bateliers rhénans, ne soient toujours pas prises en compte. La soumission à la LAMal devrait prévaloir sur un lien personnel avec la Suisse.

Renoncement à une prise de position

NW, l'**ACS**, l'**ASSH** et **VAE** n'ont pas pris position.

3.3.2. Prise de position des assureurs et de leurs associations

Rejet

Curafutura refuse le projet. Elle propose de supprimer l'art. 16a, al. 4, AP-LAMal et d'apporter les modifications suivantes :

Art. 17, al. 4, AP-LAMal

« *Pour les assurés résidant dans des États de l'UE/AELE, les différences moyennes en matière de risque sont calculées en fonction de l'âge et du sexe. Les redevances de risque et les contributions de compensation équilibrent complètement les différences moyennes en matière de risque entre les groupes de risque d'un pays ou d'un groupe de pays défini par le Conseil fédéral.* »

Art. 17a, al. 1, AP-LAMal

« L'institution commune procède, pour chaque canton, *pays et groupes de pays*, à la compensation des risques entre les assureurs pour tous les assurés faisant partie de l'effectif déterminant au sens de l'art. 16a, al. 1. »

⁶ RS 0.831.107.

Elle argumente en substance comme suit : la solution proposée serait complexe, trop contraignante et sujette aux erreurs. En outre, elle remet en question l'inversion du principe du lieu de travail pour les assurés vivant à l'étranger. Elle ne voit concrètement pas non plus pourquoi il faudrait exiger, via la compensation des risques, une contribution de solidarité supracantonale de la part des assurés vivant à l'étranger et non de la part des assurés résidant en Suisse. Elle souligne aussi que l'hypothèse de l'art. 17, al. 4, AP-LAMal selon laquelle il faudrait appliquer la même fréquence en pourcentage de facteurs de morbidité (séjour dans un hôpital ou un établissement médico-social, PCG) pour les assurés résidant à l'étranger que pour la population suisse n'est pas prouvée statistiquement. Du reste, les charges de prestations pour les assurés vivant à l'étranger seraient généralement plus faibles. Avec ce projet, les assurés domiciliés à l'étranger paieraient, en moyenne, plus de primes qu'ils ne bénéficieraient de prestations et, à l'inverse, les personnes vivant dans le canton seraient avantagées par cette situation. La procédure proposée concernant les demandeurs d'asile, les personnes admises à titre provisoire et les personnes à protéger serait techniquement difficile à appliquer, car les assureurs ne disposent pas de données concernant le statut de l'autorisation de séjour ou d'éventuelles prestations de l'aide sociale.

Groupe Mutuel et Sympny rejettent le projet pour les raisons suivantes :

- Le calcul de la compensation des risques présenté conduirait à une inégalité de traitement entre les assurés domiciliés en Suisse et ceux résidant à l'étranger. Par ailleurs, il serait arbitraire de définir dans le système une exactitude fictive, qui s'éloignerait des cas de maladie réels et du collectif concret d'un assureur dans un cas particulier.
- En ce qui concerne la sécurité juridique, santésuisse regrette que le projet prenne une direction complètement opposée et contradictoire à ce qui a été fait voilà des années (depuis 2013, les assurés résidant à l'étranger ne font pas partie des effectifs pour la compensation des risques).
- L'inclusion dans la compensation des risques prévue par le projet générerait une augmentation des primes pour les frontaliers concernés ainsi que pour leurs familles, car selon santésuisse, un droit d'option au sens de la LAMal est impossible. L'AOS suisse ne vaudrait plus la peine pour les assurés résidant à l'étranger, ce qui se traduirait par un nombre accru de demandes dans le cadre du droit d'option et, logiquement, par une inversion du principe du lieu de travail.

Renoncement à une prise de position

Santésuisse dresse la liste des avantages et des inconvénients mais ne prend pas concrètement position.

3.3.3. Prise de position des partis représentés à l'Assemblée fédérale

Approbaton

Le Centre, le **PSS** et l'**UDC** approuvent totalement le projet.

Approbaton avec compléments

Le **PLR** adhère en principe au projet et ajoute que le Conseil fédéral devrait veiller à ce que l'implication de personnes assurées vivant à l'étranger engendre une tâche administrative aussi faible que possible et à ce que l'on tienne compte des coûts de prestation moins élevés pour les Suisses de l'étranger afin de garantir la vérité des coûts.

3.3.4. Prise de position des acteurs de l'économie

Approbation

L'**USS** approuve le projet et se demande pourquoi ces modifications n'ont pas été effectuées plus tôt (dans un contexte de défaillances ou d'injustices qui dure depuis des années).

Rejet

L'**usam** rejette le projet en invoquant les motifs suivants : elle est d'avis que la qualité des données de ces assurés est insuffisante pour permettre une réelle amélioration dans le cadre de la compensation des risques. En outre, elle s'oppose à ce que la compensation des risques devienne, à chaque révision, plus compliquée et plus contraignante en termes administratifs.

Renoncement à une prise de position

L'**Union patronale suisse** a renoncé à prendre position.

3.3.5. Prise de position d'autres organisations

Proposition de modification et compléments

L'**IC LAMal** propose les modifications suivantes :

Art. 16a, al. 2, AP-LAMal

« Les autorités administratives des cantons, des communes et, subsidiairement, de la Confédération fournissent gratuitement, sur demande écrite, aux assureurs ~~et à l'institution commune (art. 18)~~ les données dont ils ont besoin pour déterminer les assurés visés à l'al. 1, let. b. »

Argumentation : il ne relèverait pas de la compétence de l'institution commune d'évaluer des enquêtes portant sur l'effectif des assurés et de modifier les données à cet égard reçues par les assureurs.

S'agissant de l'art. 16a, al. 4, LAMal, elle ne recommanderait pas la procédure prévue, qui engendrerait un paiement compensatoire plus ou moins élevé selon l'attribution, ce qui ne serait pas justifié objectivement étant donné que l'attribution est purement aléatoire. En termes de mise en œuvre technique de la nouvelle compensation des risques, elle indique qu'il s'agirait d'effectuer sans délai des essais impliquant la participation des assureurs-maladie et ajoute qu'elle mise sur une période de mise en œuvre d'au moins 18 mois à partir de l'annonce définitive des exigences concrètes (à savoir à partir de l'adoption de la révision de la LAMal et des ordonnances).

Renoncement à une prise de position

Privatim n'a pas pris position.

3.4. Réglementation exhaustive de l'effectif des assurés déterminant pour la compensation des risques dans la loi

3.4.1. Prise de position des cantons et des communes

Approbation

La réglementation exhaustive de l'effectif des assurés dans la loi a été en principe saluée par les cantons. **BE** souligne explicitement le fait que cette régulation améliore la systématique et la transparence.

Approbation avec proposition de modification

Le canton de **BS** est d'avis que l'art. 16a, al. 4, LAMal doit être modifié afin que le Conseil fédéral ne détermine pas directement à quel canton les assurés résidant à l'étranger sont attribués mais qu'il définisse uniquement la méthode d'attribution. Il propose de modifier l'art. 16a, al. 4, AP-LAMal comme suit :

« Les assurés qui résident à l'étranger sont attribués à un canton pour le calcul de la compensation des risques. Le Conseil fédéral définit la *méthode d'attribution* et règle la procédure correspondante. »

3.4.2. Prise de position des assureurs et de leurs associations

Approbation

La réglementation exhaustive de l'effectif des assurés dans la loi a été en principe saluée par les assureurs et leurs associations.

Approbation avec proposition de modification

Curafutura approuve le projet sur le fond et propose les modifications suivantes :

Art. 16a, al. 1, let. b, c, d et e

« [...]

b. les requérants d'asile, les personnes admises à titre provisoire et les personnes à protéger qui ne sont pas titulaires d'une autorisation de séjour *et n'ont pas encore séjourné une année civile entière en Suisse avant l'année de compensation.* ~~et bénéficient de l'aide sociale~~

c. sera supprimé

d. les assurés que les assureurs ne peuvent plus contacter depuis un nombre déterminé de mois *et dont les primes impayées ne peuvent plus être réclamées.*

e. *les assurés qui ne vivent ni en Suisse ni dans un État de l'UE/AELE (assurés résidant dans des pays tiers).* »

Art. 16a, al. 2

« Les autorités administratives des cantons, des communes et, subsidiairement, de la Confédération fournissent gratuitement *et sur une base uniforme,* ~~sur demande écrite,~~ aux assureurs et à l'institution commune (art. 18) les données dont ils ont besoin pour déterminer les assurés visés à l'al. 1, let. b. »

4. Anhang / Annexe / Allegato

Liste der Vernehmlassungsteilnehmenden Liste des participants à la consultation Elenco dei partecipanti alla consultazione

Liste der Vernehmlassungsteilnehmenden Liste des participants à la consultation Elenco dei partecipanti alla consultazione

Kantone und Gemeinden Cantons et communes Cantoni e Comuni

AG	Staatskanzlei des Kantons Aargau Chancellerie d'État du canton d'Argovie Cancelleria dello Stato del Cantone di Argovia
AI	Ratskanzlei des Kantons Appenzell Innerrhoden Chancellerie d'État du canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures Cancelleria dello Stato del Cantone di Appenzello Interno
AR	Kantonskanzlei des Kantons Appenzell Ausserrhoden Chancellerie d'État du canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures Cancelleria dello Stato del Cantone di Appenzello Esterno
BE	Staatskanzlei des Kantons Bern Chancellerie d'État du canton de Berne Cancelleria dello Stato del Cantone di Berna
BL	Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft Chancellerie d'État du canton de Bâle-Campagne Cancelleria dello Stato del Cantone di Basilea Campagna
BS	Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt Chancellerie d'État du canton de Bâle-Ville Cancelleria dello Stato del Cantone di Basilea Città
FR	Staatskanzlei des Kantons Freiburg Chancellerie d'État du canton de Fribourg Cancelleria dello Stato del Cantone di Friburgo
GE	Staatskanzlei des Kantons Genf Chancellerie d'État du canton de Genève Cancelleria dello Stato del Cantone di Ginevra
GL	Regierungskanzlei des Kantons Glarus Chancellerie d'État du canton de Glaris Cancelleria dello Stato del Cantone di Glarona
GR	Standeskanzlei des Kantons Graubünden Chancellerie d'État du canton des Grisons Cancelleria dello Stato del Cantone dei Grigioni
JU	Staatskanzlei des Kantons Jura Chancellerie d'État du canton du Jura Cancelleria dello Stato del Cantone del Giura
LU	Staatskanzlei des Kantons Luzern Chancellerie d'État du canton de Lucerne Cancelleria dello Stato del Cantone di Lucerna
NE	Staatskanzlei des Kantons Neuenburg

	Chancellerie d'État du canton de Neuchâtel
	Cancelleria dello Stato del Cantone di Neuchâtel
NW	Staatskanzlei des Kantons Nidwalden
	Chancellerie d'État du canton de Nidwald
	Cancelleria dello Stato del Cantone di Nidvaldo
OW	Staatskanzlei des Kantons Obwalden
	Chancellerie d'État du canton d'Obwald
	Cancelleria dello Stato del Cantone di Obvaldo
SG	Staatskanzlei des Kantons St. Gallen
	Chancellerie d'État du canton de St-Gall
	Cancelleria dello Stato del Cantone di San Gallo
SO	Staatskanzlei des Kantons Solothurn
	Chancellerie d'État du canton de Soleure
	Cancelleria dello Stato del Cantone di Soletta
SZ	Staatskanzlei des Kantons Schwyz
	Chancellerie d'État du canton de Schwytz
	Cancelleria dello Stato del Cantone di Svitto
TG	Staatskanzlei des Kantons Thurgau
	Chancellerie d'État du canton de Thurgovie
	Cancelleria dello Stato del Cantone di Turgovia
TI	Staatskanzlei des Kantons Tessin
	Chancellerie d'État du canton du Tessin
	Cancelleria dello Stato del Cantone Ticino
UR	Standeskanzlei des Kantons Uri
	Chancellerie d'État du canton d'Uri
	Cancelleria dello Stato del Cantone di Uri
VD	Staatskanzlei des Kantons Waadt
	Chancellerie d'État du canton de Vaud
	Cancelleria dello Stato del Cantone di Vaud
VS	Staatskanzlei des Kantons Wallis
	Chancellerie d'État du canton du Valais
	Cancelleria dello Stato del Cantone del Vallese
ZG	Staatskanzlei des Kantons Zug
	Chancellerie d'État du canton de Zoug
	Cancelleria dello Stato del Cantone di Zugo
ZH	Staatskanzlei des Kantons Zürich
	Chancellerie d'État du canton de Zurich
	Cancelleria dello Stato del Cantone di Zurigo
GDK	Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren
CDS	Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la santé
CDS	Conferenza delle direttrici e dei direttori cantonali della sanità
SGV	Schweizerischer Gemeindeverband
ACS	Association des communes suisses
ACS	Associazione dei comuni svizzeri
VSED	Verband Schweizerischer Einwohnerdienste
ASSH	Association suisse des services des habitants
ASSA	Associazione svizzera dei servizi agli abitanti
VAE	Verband Aargauer Einwohnerdienste

Krankenversicherer
Assureurs-maladie
Assicuratori-malattia

Curafutura	Die innovativen Krankenversicherer Les assureurs-maladie innovants Gli assicuratori-malattia innovativi
Groupe Mutuel santésuisse	Verband der Schweizer Krankenversicherer Les assureurs-maladie suisses Gli assicuratori malattia svizzeri
Sympany	

**In der Bundesversammlung vertretene politische Parteien
partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale
partiti rappresentati nell'Assemblea federale**

Die Mitte	Die Mitte
Le Centre	Le Centre
Alleanza del Centro	Alleanza del Centro
FDP	FDP. Die Liberalen
PLR	PLR. Les Libéraux-Radicaux
PLR	PLR. I Liberali Radicali
SPS	Sozialdemokratische Partei der Schweiz
PSS	Parti socialiste suisse
PSS	Partito socialista svizzero
SVP	Schweizerische Volkspartei
UDC	Union démocratique du centre
UDC	Unione democratica di Centro

**Liste der zusätzlichen Vernehmlassungsadressaten
Liste des destinataires supplémentaires
Elenco di ulteriori destinatari**

Ausgleichskasse LU GE-KVG	Ausgleichskasse Luzern Gemeinsame Einrichtung KVG Institution commune LAMal Istituzione comune LAMal
sgv	Dachorganisation der Schweizer KMU
usam	Organisation faîtière des PME suisses
usam	Organizzazione mantello delle PMI svizzere
SGB	Schweizerischer Gewerkschaftsbund (SGB)
USS	Union syndicale suisse (USS)
USS	Unione sindacale svizzera (USS)
SAV	Schweizerischer Arbeitgeberverband (SAV)
UPS	Union patronale suisse (UPS)
USI	Unione svizzera degli imprenditori (USI)
privatim	privatim, Die schweizerischen Datenschutzbeauftragten privatim, Les préposé(e)s suisses à la protection des données privatim, Gli incaricati svizzeri della protezione dei dati